

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

**Première Commission****15<sup>e</sup>** séance plénièreMercredi 19 octobre 2016, à 10 heures  
New York

---

*Président :* M. Boukadoum ..... (Algérie)

*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Points 89 à 105 de l'ordre du jour (suite)****Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution et de décision déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Ce matin, la Commission va poursuivre son débat thématique des questions à l'ordre du jour ainsi que la présentation et l'examen de tous les projets de résolution et de décision déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationales. Nous avons encore 28 orateurs inscrits sur la liste établie pour le groupe de questions relatif à l'espace extra-atmosphérique (aspects de désarmement). Cependant, avant de donner la parole aux orateurs au titre de ce groupe, conformément à son calendrier, la Commission va d'abord entendre un exposé du Président de la sixième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, M. Courtenay Rattray, Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport de la

sixième Réunion biennale fait l'objet du document A/CONF.192/BMS/2016/2.

Je tiens à saisir l'occasion qui m'est offerte pour souhaiter une chaleureuse bienvenue à l'Ambassadeur Rattray. Immédiatement après son intervention, étant donné la longue liste d'orateurs restants au titre du groupe relatif à l'espace extra-atmosphérique, la Commission va continuer d'entendre les déclarations au titre de ce groupe. Je donne maintenant la parole à M. Rattray.

**M. Rattray** (Jamaïque) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que de faire cet exposé devant la Première Commission en ma qualité de Président de la Sixième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. La sixième réunion biennale, qui a eu lieu en juin de cette année, avait pour mandat d'examiner la mise en œuvre pleine et effective du Programme d'action et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. Elle a été une occasion importante de renforcer le cadre mondial sur la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre avant la tenue à New York, en 2018, de la troisième Conférence d'examen du Programme d'action.

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Dans le cadre des préparatifs de la sixième Réunion biennale, j'ai tenu huit consultations informelles, dont une à Genève. Au cours de ces consultations, nous avons élaboré un ordre du jour et avons travaillé sur les premières versions d'un éventuel projet de document final pour la réunion. Ce travail préliminaire nous a permis de présenter un projet de document final plus achevé dès les premiers jours de la réunion, qui a éclairé et fait progresser nos délibérations lors de cette réunion. Nos consultations informelles ont également contribué à l'issue positive de cette réunion, ce qui s'est traduit par l'adoption par consensus d'un document final (A/CONF.192/BMS/2016/2). Le document final englobant un large éventail d'aspects relatifs à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, je voudrais souligner sept des résultats les plus significatifs de la réunion.

Premièrement, la sixième Réunion biennale a reconnu le lien entre le Programme d'action, son Instrument de traçage et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'objectif de développement durable 16 et son objectif connexe 16.4. En outre, les États ont constaté que le commerce illicite des armes légères et de petit calibre avait des incidences sur la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable. Dans ce contexte, le document final encourage les États à tirer parti des rapports établis au titre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage pour l'établissement de rapports au titre d'autres instruments, notamment des progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs et cibles pertinents du Programme de développement durable. À cet égard, les rapports nationaux présentés dans le cadre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage peuvent servir de source pour rendre compte des progrès réalisés dans la réalisation des objectifs de développement durable. Dans ce contexte, le document final de la sixième Réunion biennale encourage également tous les États et les centres des Nations Unies pour le désarmement à fournir leur aide aux fins de la mise en place de capacités durables pour le suivi des questions portant sur les armes légères et de petit calibre. Après son adoption en septembre 2015 (voir A/70/PV.4), le Programme 2030 a officiellement lié la sécurité au développement, et les États membres ont reconnu ce nouvel alignement important lors de la sixième Réunion biennale.

Deuxièmement, la sixième Réunion biennale a examiné les recommandations de la deuxième Réunion d'experts gouvernementaux sur la mise en œuvre du

Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le trafic illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, qui s'est tenue en 2015. À cette occasion, les États ont estimé que l'évolution récente des technologies utilisées dans la fabrication des armes légères et de petit calibre pouvait avoir des incidences à la fois positives et négatives sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Ils ont noté qu'il existait un fossé technologique entre les pays et que l'évolution de la technologie des armes légères et de petit calibre touchait différemment les États. Ils se sont accordés à reconnaître qu'il fallait œuvrer de concert pour veiller à ce que la communauté internationale reste bien préparée à relever les nouveaux défis liés au commerce illicite des armes légères et de petit calibre. À cet égard, le document final de la sixième Réunion biennale souligne la nécessité d'examiner les incidences que les changements nouveaux intervenus dans les domaines de la fabrication, de la technologie et de la conception des armes légères et de petit calibre avaient sur l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, ainsi que leurs incidences respectives sur une aide adéquate. À cette fin, la sixième Réunion biennale a recommandé que ces sujets fassent l'objet d'un examen à la troisième Conférence d'examen en 2018.

Troisièmement, la sixième Réunion biennale a souligné le rôle des organisations sous régionales et régionales et a organisé une réunion-débat informelle afin d'entendre les points de vue des organisations régionales sur leur travail. Parmi les domaines d'intérêt particulier ont notamment figuré les centres de liaison régionaux, les synergies avec d'autres instruments; la fourniture d'une assistance pour l'élaboration de plans d'action nationaux et l'alignement des réunions régionales sur le cycle mondial. En outre, il a été demandé aux États de faire part de leurs vues sur des questions pertinentes en vue de leur examen par la troisième Conférence d'examen. Les États ont été également priés instamment d'accroître leurs contributions financières aux centres régionaux des Nations Unies.

Quatrièmement, les États se sont mis d'accord sur des paragraphes plus fermes en matière d'égalité des sexes, en lançant notamment un appel afin de prendre en compte les différentes façons dont les armes légères et de petit calibre touchent les femmes, les hommes, les filles et les garçons, promouvoir la participation des femmes dans les activités d'élaboration de politiques, de planification et d'information, encourager la collecte de données ventilées par sexe et envisager

sérieusement d'accroître le financement des politiques et des programmes tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Cinquièmement, les États ont souligné une fois de plus le rôle important joué par la coopération internationale et une assistance continue et durable dans la mise en œuvre complète et effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. En conséquence, le document final prie instamment les États qui sont en mesure de le faire de contribuer au renforcement des capacités, et de fournir l'équipement et l'assistance financière et technique à cette fin.

Sixièmement, les États ont examiné de nouvelles dimensions ayant une incidence sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Le document final comprend des dispositions sur la réactivation illégale des armes désactivées, ainsi que sur les défis posés par le commerce illicite en ligne d'armes légères et de petit calibre.

Le septième et dernier point que je souhaite aborder porte sur les divergences de vue entre les États membres concernant l'inclusion dans le document final d'une référence directe aux munitions et au Traité sur le commerce des armes. Je me dois de reconnaître que les négociations ont parfois été difficiles. Néanmoins, je me réjouis de pouvoir dire qu'un libellé de consensus a été trouvé et qu'il figure dans le document final. D'ailleurs, au paragraphe 9, sur les munitions, les États ont noté que certains pays appliquaient les dispositions pertinentes du Programme d'action à des matières et à du matériel autres que ceux dont il est fait mention dans la définition des armes légères et de petit calibre que donne l'Instrument international de traçage, tout en reconnaissant que d'autres considéraient ces matières et ce matériel comme étant hors du champ d'application du Programme d'action. De plus, au paragraphe 36, les États sont appelés à tenir compte des complémentarités entre le Programme d'action et les instruments sous-régionaux, régionaux et mondiaux pertinents auxquels les États Membres participent, y compris les instruments juridiquement contraignants.

J'ai tenté de rendre compte des principaux résultats de la sixième Réunion biennale comme je les perçois. Il est essentiel que les dispositions que nous avons négociées et convenues cette année soient examinées et mises en œuvre, si nous voulons faire des progrès tangibles dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Nous devons, en tant qu'États, prendre les mesures qui s'imposent à cet égard,

et le document final nous fournit un plan d'action pour aller de l'avant. Sur le plan international, il appartient maintenant aux États membres de mettre à profit les résultats obtenus par la sixième Réunion biennale afin d'enrichir les débats de la troisième Conférence d'examen. Si nous voulons qu'elle soit progressive et utile, les préparatifs doivent débiter maintenant.

Avant de terminer mon exposé, j'aimerais ajouter un dernier point. Je souhaite souligner les contributions positives apportées par la société civile au cours de la sixième Réunion biennale. La mise en commun d'idées et de données d'expériences sur le terrain dans le cadre du processus du Programme d'action est essentielle pour sa réussite. Cela nous rappelle à tous les incidences dans les domaines humanitaire et du développement de la prolifération et de l'utilisation à mauvais escient des armes légères et de petit calibre. Le Programme d'action des Nations Unies et l'Instrument de traçage international forment ensemble un cadre mondial important à notre disposition pour traiter de la question complexe du commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Continuons de tout mettre en œuvre pour prendre des mesures concrètes aux fins de leur mise en œuvre.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Rattray de son exposé.

La Commission va maintenant reprendre son examen du groupe de questions relatif à l'espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement). Une fois encore, je prie toutes les délégations de bien vouloir respecter leur temps de parole de cinq minutes lorsqu'elles s'expriment à titre national et de sept minutes lorsqu'elles s'expriment au nom d'un groupe. La Commission continuera d'utiliser un signal sonore pour rappeler aux délégations qu'elles ont atteint la limite de leur temps de parole.

**M. Suárez Moreno** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Je fais cette déclaration aujourd'hui au nom des États membres de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR).

Les membres de l'UNASUR ont collectivement intérêt à encourager et à développer l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, pour le bien de tous les États et de l'humanité. Le monde dans lequel nous vivons dépend fortement des ressources d'origine spatiale, qui fournissent des services indispensables dans de nombreux domaines. Les États membres de l'UNASUR estiment que la coopération

sur une base équitable est essentielle au transfert et au développement des techniques spatiales afin de renforcer les capacités nationales dans ce domaine et de créer la possibilité d'utiliser la science et la technologie aux fins du développement durable et inclusif.

Il faut garantir un accès équitable aux utilisations pacifiques de l'espace en vue de faire profiter tous les États des avantages qui en découlent. Les membres de l'UNASUR considèrent la coopération comme un élément déterminant pour les pays de la région. Un pilier fondamental des utilisations pacifiques de l'espace doit par conséquent être promu. C'est pourquoi nous nous employons à renforcer le cadre juridique multilatéral garantissant la préservation d'un climat de paix, de sûreté et de sécurité dans l'espace. La prévention d'une course aux armements dans l'espace revêt par conséquent un caractère d'urgence. Les membres de l'UNASUR estiment qu'il est dans l'intérêt de la communauté internationale d'engager des négociations sur un instrument juridiquement contraignant visant à prévenir le déploiement de tous types d'armes dans l'espace. Le risque imminent que représente l'insuffisance actuelle des fondements juridiques permettant de faire face au problème du déploiement d'armes dans l'espace est largement reconnu. Dans ce contexte, la proposition révisée d'un traité interdisant le déploiement de tout type d'armes dans l'espace, présentée par la Russie et la Chine, représente une évolution positive au moment où s'engagent les négociations.

J'aimerais rappeler à la Commission que la prévention d'une course aux armements dans l'espace figure à notre ordre du jour depuis très longtemps. Cela fait plus de 30 ans que l'Assemblée générale, à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, a demandé à la Conférence du désarmement d'examiner la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Malgré des échanges concrets entre 1985 et 1994, l'absence de consensus a depuis lors empêché la Conférence d'examiner comme il se doit cette question fondamentale.

Les membres de l'UNASUR reconnaissent que les mesures de transparence et de confiance peuvent permettre de renforcer la compréhension mutuelle, le dialogue politique et la coopération entre les États. À cet égard, nous nous félicitons du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (voir A/68/189), créé par la résolution 65/68. Nous apprécions que le groupe ait reconnu que des

mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales peuvent servir de base à l'examen de concepts et de propositions de mesures juridiquement contraignantes.

Nous nous félicitons du projet de résolution sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace (A/C.1/71/L.3) et de l'engagement relatif au non-déploiement d'armes dans l'espace en premier (A/C.1/71/L.18), qui représentent des mesures importantes dans ce domaine, et nous constatons que certains États de notre région ont pris des engagements politiques à cet égard. Cependant, tout en nous félicitant de ces engagements politiques et des accords volontaires, nous rappelons qu'ils ne peuvent se substituer aux mesures juridiquement contraignantes qui imposent des obligations fermes et à long terme à tous les États.

Les membres de l'UNASUR ont également suivi avec intérêt les délibérations de l'année dernière portant sur l'élaboration d'un code de conduite pour les activités spatiales, sous l'égide de l'Union européenne. Si nous nous félicitons de cette initiative, nous pensons aussi qu'elle gagnerait à adopter une démarche et un mandat multilatéraux pour être efficace et légitime. Étant donné notre préoccupation face à la possibilité d'une course aux armements dans l'espace, nous prions à nouveau instamment tous les États membres de la Conférence du désarmement de réunir les conditions propices à l'adoption rapide d'un programme de travail prévoyant la création d'un groupe de travail sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, de façon à ouvrir la voie à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à prévenir le déploiement d'armes dans l'espace. Seule la volonté politique permettra de remédier à cette situation.

**M. Teo** (Singapour) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam et mon propre pays, Singapour.

L'ASEAN reconnaît que l'espace extra-atmosphérique est un domaine propice à un large éventail d'activités, parmi lesquelles la navigation, les communications et le commerce. Nous sommes convaincus que la technologie spatiale et ses applications fournissent des outils indispensables à des solutions viables à long terme pour répondre aux nombreux défis mondiaux en matière de développement et contribuer



à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'ASEAN aimerait développer plusieurs points en relation avec le débat sur l'espace extra-atmosphérique. Premièrement, nous reconnaissons que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques bénéficient à l'humanité tout entière. Il est vital d'empêcher une course aux armements dans l'espace. Pour cela, nous devons parvenir à un consensus sur des normes facilitant l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques en tant que patrimoine commun de l'humanité dans l'intérêt de tous les États. Une coopération internationale renforcée est nécessaire, et l'ASEAN soutient les efforts destinés à renforcer le cadre de gouvernance de l'espace extra-atmosphérique. Un cadre multilatéral approprié sur des règles de conduite dans l'espace peut être la voie à suivre pour traiter de cette question. L'ASEAN prend note avec satisfaction du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (voir A/68/189) et réaffirme l'importance des mesures de transparence et de confiance pour promouvoir la confiance mutuelle et réduire les risques de malentendus.

Deuxièmement, l'ASEAN se félicite des activités de dialogue visant à permettre une meilleure compréhension des questions liées à la sécurité spatiale. Nous tenons en particulier à souligner les contributions apportées par toute une série d'ateliers sur la sécurité spatiale organisés par le forum régional de l'ASEAN, et nous saluons les efforts déployés par le Laos, la Chine, la Russie et les États-Unis, qui ont organisé le plus récent de ces ateliers en novembre 2015, à Pékin. L'ASEAN attend également avec intérêt le quatrième atelier, organisé par Singapour et les États-Unis, qui aura lieu à Singapour, les 24 et 25 octobre prochains. Cet atelier offrira une nouvelle occasion d'explorer de manière complète et équilibrée des questions fondamentales, telles que les risques et les menaces pesant sur la sécurité spatiale, les mesures de transparence et de confiance pour améliorer la sécurité spatiale et les domaines propices à une véritable coopération internationale.

Troisièmement, l'ASEAN apprécie les possibilités offertes par le renforcement des capacités dans le domaine de la science et de la technologie spatiales, en particulier pour les États Membres aux activités spatiales naissantes. À ce propos, nous nous sommes réjouis de l'annonce faite le 27 septembre dernier par le Bureau des affaires spatiales concernant la première mission

spatiale des Nations Unies visant à permettre aux pays en développement de mettre au point des charges utiles en micro-gravité pour une période prolongée en orbite. Nous nous félicitons également du lancement récent du second cycle de candidatures au Programme de coopération ONU-Japon portant sur le déploiement de CubeSat à partir du module expérimental japonais situé sur la Station spatiale internationale, une initiative de renforcement des capacités lancée par le Bureau des affaires spatiales et l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale, qui donne aux pays en développement la possibilité de mettre au point des satellites cubes à partir de la Station spatiale internationale.

Quatrièmement, l'ASEAN reconnaît que l'intérêt toujours croissant suscité par l'espace s'accompagne de toute une série de défis auxquels nous devons répondre le plus rapidement possible. Nous sommes notamment préoccupés par la question des débris spatiaux, qui représentent un véritable danger pour les communications et pour l'ensemble des nations, des peuples et des industries qui en dépendent largement. L'ASEAN encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager la mise en œuvre volontaire des lignes directrices relatives à la réduction des débris spatiaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Nous exhortons également le sous-comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à poursuivre les discussions sur des mesures relatives à la réduction des débris spatiaux.

Une coopération pragmatique entre toutes les parties est nécessaire pour que l'espace demeure un environnement sûr et durable. La réunion conjointe spéciale de la Première et de la Quatrième Commissions (voir A/C.1/70/PV.13), qui s'est tenue pendant la soixante-dixième session de l'Assemblée générale afin de débattre des possibles défis à la sécurité et à la viabilité spatiales a été un événement important. L'ASEAN salue la proposition de tenir une deuxième réunion analogue lors de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, afin de renforcer les synergies entre la Première et la Quatrième Commission. L'ASEAN est disposée à jouer tout son rôle afin de contribuer au débat sur l'espace extra-atmosphérique, un domaine dont dépend l'avenir de l'humanité tout entière.

**M. Ben Sliman** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à exprimer le soutien du Groupe des États arabes à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des

pays non alignés (voir A/C.1/71/PV.14). Le Groupe des États arabes est fermement convaincu de l'importance de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques. Les accords juridiques internationaux visant à mettre fin à l'armement de l'espace ont joué un rôle important et très positif dans la promotion de son utilisation à des fins pacifiques et dans l'organisation des activités qui ont lieu dans cet environnement. Nous voudrions réaffirmer les priorités que le Groupe des États arabes s'est fixé dans ce domaine.

Premièrement, nous devons tenir compte du fait que l'espace extra-atmosphérique constitue le patrimoine et l'héritage communs de l'humanité. Toute activité humaine dans l'espace doit être abordée sous les auspices appropriées des Nations Unies, afin de garantir les principes d'universalité et de respect des différents instruments juridiques pertinents. Deuxièmement, toute tentative ou proposition visant à organiser ou réglementer les activités spatiales, que ce soit dans le cadre d'un code de conduite ou d'un futur traité destiné à prévenir l'armement de l'espace, doit tendre à promouvoir un régime de l'espace bénéficiant à tous les pays et ne limitant par le droit inaliénable de tous les États à utiliser l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques.

Troisièmement, le Groupe des États arabes rappelle qu'il importe de préserver l'espace extra-atmosphérique en tant que lieu entièrement pacifique exempt de tout conflit, ce qui signifie que l'on empêche le déploiement d'armes dans l'espace, défensives ou autres, et toute course aux armements. Nous appelons à la tenue de négociations sur un mécanisme international adéquate visant à prévenir l'utilisation d'armes dans l'espace.

Quatrièmement, nous tenons à souligner qu'il importe de permettre l'accès au transfert de technologie dans ce domaine en vue de promouvoir la coopération technique nécessaire et de fournir une assistance technique pertinente, les pays développés aidant les pays en développement à se doter des capacités techniques nécessaires pour qu'ils puissent eux aussi participer aux activités spatiales.

Pour terminer, le Groupe des États arabes est heureux d'apporter son soutien à toutes les initiatives et propositions relatives à la sécurité spatiale qui prennent en compte les quatre priorités que je viens de mentionner, affirment le caractère pacifique de l'espace extra-atmosphérique et mettent l'accent sur son désarmement et sa démilitarisation.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M<sup>me</sup> Körömi** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne (UE) et de ses États membres. L'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie s'associent à la présente déclaration.

L'UE et ses États membres se sont toujours prononcés en faveur de la préservation d'un climat de sûreté et de sécurité dans l'espace et de l'utilisation pacifique de l'espace sur une base équitable et mutuellement acceptable. Pour l'UE, l'espace extra-atmosphérique constitue le patrimoine commun de l'humanité et doit être utilisé dans l'intérêt de l'humanité.

L'UE et ses États membres utilisent de plus en plus l'espace extra-atmosphérique. L'UE a mis au point deux programmes spatiaux ambitieux, Galileo et Copernicus, qui complètent les programmes spatiaux nationaux et offrent des services gratuits pouvant contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à ses objectifs de développement durable. L'UE bénéficie également d'autres programmes spatiaux européens de ses États membres et de l'Agence spatiale européenne. En outre, les acteurs spatiaux européens participent de plus en plus à la coopération internationale afin d'aider d'autres pays à mettre l'espace au service du développement durable. Dans le courant de l'année, l'UE adoptera une nouvelle stratégie spatiale pour l'Europe, qui définira les ambitions de l'Europe dans l'espace et confirmera que nous restons un partenaire actif et engagé à l'échelle mondiale. Sur la base des valeurs et des principes consacrés par les traités des Nations Unies, l'UE coopérera avec ses États membres et partenaires à la promotion et la protection de l'utilisation durable et pacifique de l'espace par l'ensemble des nations.

Nous avons constaté, ces dernières années, une augmentation considérable de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, avec une augmentation parallèle des débris orbitaux et des risques de collisions destructrices. Les cadres de gouvernance existants et les règles qui visent à garantir une utilisation durable de l'espace pour toutes les nations sont de plus en plus sous pression. Un nombre croissant d'acteurs spatiaux, notamment d'entreprises privées, placent davantage d'objets dans l'espace, mais respectent des normes

différentes. Le nombre d'objets dans l'espace est en nette augmentation. L'environnement réglementaire international ne suffit plus. Nous avons besoin de nouveaux principes communs et d'une réponse à long terme pour préserver l'intégrité de l'environnement spatial. L'Union européenne appelle donc à une coopération internationale accrue afin que nous puissions établir des normes convenues de comportement responsable dans l'espace extra-atmosphérique. La nouvelle stratégie mondiale de l'Union européenne réitérera cet engagement.

Nous restons convaincus que la transparence et les mesures de confiance peuvent apporter une contribution importante à la sécurité, à la sûreté et à la durabilité des activités dans l'espace afin de préserver l'intégrité de l'environnement spatial pour tous. C'est la raison pour laquelle l'UE a proposé, il y a quelques années, un code de conduite international pour les activités spatiales. Nous estimons qu'un accord juridiquement non contraignant, négocié au sein des Nations Unies, serait la voie à suivre.

Les principes de comportement responsable établis au niveau mondial pour l'ensemble des activités spatiales devraient permettre d'atteindre nos objectifs à long terme, à savoir renforcer la coopération internationale dans l'espace, s'engager mutuellement contre la non-ingérence dans l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace, faciliter un accès équitable à l'espace et accroître la transparence dans la conduite des activités spatiales. L'UE et ses États membres continueront de faire preuve d'engagement dans ces domaines, qui sont importants pour notre sécurité et notre prospérité.

Un aspect très important de la viabilité est le travail réalisé par le Groupe de travail du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sur la viabilité à long terme des activités spatiales. Nous félicitons les membres et le président de ce Groupe de travail pour leur excellent travail et les progrès tangibles enregistrés. En juin dernier, le Comité a choisi d'aller de l'avant en adoptant un premier ensemble de lignes directrices, tout en demandant au groupe de travail de poursuivre son examen des autres lignes directrices restantes. Des progrès supplémentaires ont été réalisés lors de la réunion intersession du Groupe de travail en septembre dernier. L'UE et ses États membres saluent cette évolution positive et continueront d'appuyer pleinement le processus.

La prévention d'une course aux armements dans l'espace et la nécessité d'empêcher que l'espace ne devienne une zone de conflit sont des conditions essentielles pour garantir l'exploitation à long terme de l'environnement spatial à des fins pacifiques. L'Union européenne est fermement attachée à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Par conséquent, tous les États membres de l'UE ont voté l'année dernière pour la résolution 70/26 sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. À notre avis, le projet de résolution actualisé (A/C.1/71/L.3), sur la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et sur la menace ou l'emploi de la force contre les objets spatiaux ne représente pas la base appropriée pour un travail de fond sur cette question dans le cadre de la Conférence du désarmement. Un nouvel instrument juridiquement contraignant devra être complet, efficace et vérifiable. En ce qui concerne l'initiative visant le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier (A.C.1/71/L.18), nous sommes également préoccupés par le fait qu'il ne répond pas de façon adéquate à l'objectif d'un renforcement de la confiance entre les États.

Le projet de résolution sur des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (A/C.1/71/L.19), dont tous les États Membres de l'UE se sont portés coauteurs et qui est traditionnellement adopté par consensus, souligne le sentiment commun d'urgence de la communauté internationale et sa responsabilité de préserver l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques dans l'intérêt de l'humanité tout entière. L'Union européenne ne ménagera aucun effort à cet égard et se tient prête à coopérer avec tous les États Membres de l'ONU afin de faire progresser la sécurité spatiale et la gouvernance spatiale.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis réaffirment leur engagement de longue date à assurer la viabilité, la stabilité, la sûreté et la sécurité à long terme de l'environnement spatial. Il est de la responsabilité de toutes les parties engagées dans des activités spatiales d'aborder les questions liées à la saturation orbitale, l'évitement des collisions et le comportement responsable et pacifique dans l'espace. La manière dont nous abordons ces défis importants auxquels est confrontée la communauté internationale aujourd'hui est une question importante qui s'est posée lors des débats en Première Commission, à la Conférence du désarmement et ailleurs.

Dans leur examen des options pour une coopération internationale garantissant la sécurité

et la viabilité de l'espace, certains États poursuivent leurs efforts pour parvenir à des accords de maîtrise des armements juridiquement contraignants qui ne seraient ni opportuns, ni équitables ou efficaces. Pour les raisons que j'ai soulignées à maintes reprises, les États-Unis sont convaincus qu'une telle démarche ne répond pas de manière adéquate à nos préoccupations fondamentales et ne peuvent constituer la base de négociations à Genève. Les États-Unis estiment au contraire que de nombreux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui pourraient être relevés grâce à des approches pratiques et à court terme, telles qu'une transparence juridiquement non contraignante, des mesures de confiance et l'élaboration de normes ou de règles de comportement responsable dans l'espace. Ces approches ont l'avantage de permettre une meilleure prise de conscience, d'accroître la transparence entre les États et de promouvoir des actions responsables dans l'espace, ainsi que son utilisation à des fins pacifiques.

Conformément à ce point de vue, nous avons encouragé la communauté internationale à examiner les recommandations formulées par le Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales dans son rapport de consensus de 2013 (voir A/68/189). Nous avons parrainé, avec la Russie et la Chine, les résolutions 68/50, 69/38 et 70/53, qui ont toutes été adoptées par l'Assemblée générale, en encourageant les États Membres à examiner et mettre en œuvre, dans toute la mesure du possible, sur une base volontaire et par le biais des mécanismes nationaux pertinents, les mesures de transparence et de confiance proposées dans le rapport du Groupe, et nous avons parrainé cette année un projet de résolution analogue (A/C.1/71/L.19).

Dans sa résolution 70/53, l'Assemblée prie en outre le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-douzième session, un rapport sur la coordination des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales adoptées dans le système des Nations Unies, accompagné, en annexe, de communications des États Membres exposant leurs vues sur ces mesures. Ces deux dernières années, les États-Unis ont exprimé leur point de vue sur la façon d'utiliser de façon concrète les recommandations du Groupe au Comité des utilisations pacifiques de l'espace et à la Conférence du désarmement, dans le cadre des activités en cours de ces deux organismes. Nous encourageons d'autres États à faire part de leurs vues au Secrétaire général avant la soixante-douzième session. De plus, nous appuierons les discussions informelles qui auront lieu sur cette

question en 2017 dans le cadre de la Commission du désarmement, et nous appuierons également les débats qui auront lieu sur cette question à l'occasion de la séance spéciale commune des Première et Quatrième Commissions l'année prochaine, proposée par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace. Je tiens à souligner que les États-Unis ont été heureux de s'associer au consensus sur le rapport (A/71/20) du Comité en juin, qui comprend un accord sur un premier ensemble de lignes directrices sur la viabilité à long terme.

Le rapport du Groupe d'experts définit également des critères pour évaluer la mise en œuvre des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales. Concernant l'application de ces critères, des experts des États-Unis ont noté, comme plusieurs experts gouvernementaux venant d'autres pays, que certaines des propositions, notamment l'initiative de la Russie appelant les États à faire des déclarations par lesquelles ils s'engagent à ne pas être les premiers à déployer des armes dans l'espace, ne satisfont pas aux critères définis par le Groupe. Les partisans de cette initiative n'ont pas expliqué de manière précise comment cette initiative serait conforme ces critères. Ils n'ont pas non plus expliqué en quoi cette initiative renforcerait la stabilité dans l'espace, alors qu'elle passe sous silence la menace la plus grave pour les systèmes spatiaux : les armes antisatellites basées au sol.

J'aimerais souligner, pour terminer, notre position de longue date, à savoir que si nous voulons vraiment préserver l'espace extra-atmosphérique dans l'intérêt des générations futures, nous devons relever les défis qui se posent à nous aujourd'hui en élaborant ensemble des mesures pragmatiques et en les mettant en œuvre.

**M<sup>me</sup> McCarney (Canada) (*parle en anglais*) :** Les activités spatiales jouent un rôle de plus en plus grand et tout à fait essentiel dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous à travers le monde. Parallèlement, le volume et la complexité croissants des activités spatiales font naître des défis en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. Il est donc dans l'intérêt de tous les pays de créer un environnement spatial sûr, durable et sécurisé.

Le Canada salue les efforts visant à mettre en œuvre des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, comme cela est recommandé dans le rapport de 2013 du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (voir A/68/189), et nous appelons tous les États à mettre en



œuvre rapidement ses recommandations. Des mesures efficaces de ce type contribuent au renforcement des normes internationales dans l'espace, en créant une meilleure compréhension mutuelle et en réduisant les tensions. Elles permettent de mettre en place des mesures concrètes et à court terme pour accroître le partage des informations entre les États, réduire les erreurs de calcul et renforcer la confiance générale de tous les États dans l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. En renforçant la confiance et l'ouverture dans l'environnement spatial, nous créons les conditions nécessaires à l'élaboration future de mesures juridiquement contraignantes régissant l'espace extra-atmosphérique.

Le Canada s'est félicité de la séance commune des Première et Quatrième Commissions de l'an dernier (A/C.1/70/PV.13). Cette réunion a été une première étape vers le traitement des questions spatiales de manière globale. De même, nous nous félicitons de la recommandation du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de convoquer une réunion conjointe en 2017 pour célébrer le cinquantième anniversaire du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Cette réunion doit, toutefois, passer du travail symbolique au travail pratique et, en tant que communauté internationale, nous devons la planifier dès que possible et saisir toutes les occasions pour identifier les interconnexions entre le travail des deux Commissions. Nous devons également favoriser une coordination et une communication efficaces entre le désarmement et les communautés de l'espace civil, car une seule réunion tous les deux ans ne permettra pas d'atteindre l'objectif de la communauté internationale d'un traitement global de l'espace.

*(l'oratrice poursuit en français)*

Le Canada reste déterminé à coopérer avec d'autres États en vue de renforcer les efforts visant à maintenir un espace extra-atmosphérique sûr, prévisible et durable. Nous reconnaissons qu'il importe de contrer les menaces causées par les débris spatiaux, la météorologie spatiale et les objets proches de la Terre, tels que les astéroïdes, qui mettent en péril les infrastructures spatiales qui fournissent à l'humanité des services essentiels dont elle a besoin quotidiennement. Par conséquent, nous nous réjouissons de l'adoption récente par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'un premier ensemble

de lignes directrices volontaires pour la viabilité à long terme de l'espace extra-atmosphérique et appelons les nations spatiales à les mettre en œuvre. Le Canada a l'honneur de présider le Comité en 2016 et 2017, et nous continuerons de participer activement à la finalisation du deuxième ensemble de lignes directrices volontaires et du recueil qui en résultera et qui sera présenté à l'Assemblée générale en 2018 en vue de son adoption. Le recueil contribuera à renforcer les normes de comportement s'appliquant aux activités spatiales et à garantir que nous pourrions davantage tirer parti de l'espace et procurer à l'humanité des avantages socioéconomiques.

Une autre priorité de la présidence canadienne de 2016 à 2017 est de contribuer à la réussite du processus cinquantenaire de la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE+50), qui permettra d'orienter la position du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique au cours de la prochaine décennie. Il s'agit d'une contribution importante visant à garantir que la communauté internationale soit en mesure de tenir compte de l'évolution rapide et de la complexité croissante des enjeux auxquels elle est confrontée alors que nous nous efforçons d'assurer que toute l'humanité puisse bénéficier de l'espace extra-atmosphérique.

Pour conclure, alors que la communauté internationale veille à s'assurer que l'espace extra-atmosphérique ne devienne pas un théâtre de conflit, nous demandons aux États de renoncer aux activités déstabilisatrices, telles que la mise au point ou l'essai de systèmes d'armes antisatellites, d'indiquer clairement leurs intentions et d'agir de manière responsable, particulièrement en ce qui concerne la réduction des débris spatiaux.

**M<sup>me</sup> Guitton** (France) : La France s'associe à la déclaration prononcée par l'Union européenne. Je souhaiterais faire quelques remarques complémentaires à titre national.

La France est attachée à la préservation du caractère pacifique des usages de l'espace extra-atmosphérique. L'espace est en effet essentiel à nos économies et nos sociétés, et à de nombreuses applications quotidiennes, notamment dans des domaines tels que les télécommunications, la navigation terrestre, aérienne ou maritime, ou encore la météorologie et le climat. Les deux objectifs principaux pour la France sont donc de garantir la sécurité et la viabilité à long terme des

activités spatiales. Il s'agit d'enjeux fondamentaux pour la croissance économique et le développement d'un nombre toujours plus important de pays. Nous devons prévenir une dégradation des conditions d'exploitation de l'espace pour étendre au plus grand nombre le bénéfice des applications spatiales, en particulier dans les pays en développement, et préserver l'accès des générations futures à l'espace. Cet objectif, nous ne pouvons l'atteindre qu'ensemble.

L'environnement spatial se détériore de manière continue. L'espace fait malheureusement face aujourd'hui à plusieurs défis, parmi lesquels je citerai la prolifération croissante des débris spatiaux et l'accroissement des risques de collision ou d'interférences, qui naissent notamment de l'augmentation continue du nombre d'objets lancés dans l'espace. Malheureusement, ces risques peuvent également découler de certains actes intentionnels comme la destruction délibérée d'objets spatiaux, qui peuvent générer un grand nombre de débris. C'est pourquoi, face à ces défis, la priorité doit être d'assurer la viabilité et la sécurité des activités spatiales.

Pour la France, l'action de la communauté internationale devrait reposer sur plusieurs principes fondamentaux. Premièrement, le développement des activités spatiales doit se faire dans le respect de la Charte des Nations unies et du droit international, qui fournissent un cadre adéquat et pertinent. Deuxièmement, la réponse de la communauté internationale doit être transversale et doit prendre en compte le caractère dual des activités spatiales. Il est nécessaire de promouvoir un principe d'utilisation responsable de l'espace dans la poursuite de programmes spatiaux civils et militaires. Troisièmement, les réponses apportées doivent être efficaces et pragmatiques. Elles doivent pouvoir apporter des bénéfices concrets et immédiatement mesurables. Ces bénéfices doivent également être soutenables. Enfin, quatrièmement, l'action de la communauté internationale doit s'inscrire dans le cadre plus global d'une prévention de la course aux armements dans l'espace.

Les mesures visant à accroître la confiance et la transparence entre acteurs et à limiter les possibilités de malentendus ou d'escalades s'inscrivent naturellement dans le cadre de cet objectif. C'est pourquoi la France promeut l'adoption de mesures de confiance et de transparence, ainsi que l'adoption de normes visant à orienter le comportement des acteurs dans l'espace. La valeur ajoutée de ce type de mesures a d'ailleurs été rappelée dans le rapport du Groupe d'experts

gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (voir A/68/189), adopté par consensus en 2014 et auquel la France a pleinement participé.

Plusieurs initiatives visant la prévention du déploiement en premier d'armes dans l'espace ont été proposées à la Conférence du désarmement et au sein de cette Première Commission. La France note les préoccupations exprimées au sujet de l'effectivité de ces initiatives et les partage. Sans s'opposer *a priori* à des approches de type juridique, la France privilégie des propositions immédiatement applicables, compte tenu de la rapide détérioration de l'espace extra-atmosphérique et du caractère urgent de la réponse à y apporter.

Enfin, La France se félicite de l'adoption par consensus au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, en juin dernier, d'un premier ensemble de 12 lignes directrices sur la viabilité à long terme des activités spatiales susceptibles d'être mises en œuvre sans délai, et elle est ouverte à la tenue de discussions similaires à la Conférence du désarmement sur les aspects relevant du mandat de cette enceinte, dans le cadre d'un programme de travail équilibré.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Fédération de Russie, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/71/L.19.

**M. Yermakov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous constatons tous que le nombre de questions relatives à la nécessité de garantir la sécurité des activités spatiales augmente à mesure que le nombre d'États participant activement au développement de l'espace extra-atmosphérique va croissant. Cet affaiblissement de la sécurité des activités spatiales tient moins à l'augmentation de la densité et de l'intensité des opérations dans l'espace qu'à un facteur beaucoup plus inquiétant, à savoir le souhait d'un État en particulier de conserver une marge de manœuvre totale dans l'espace et sa réticence à répondre de manière ouverte et responsable à la question de savoir si, demain, des armes seront ou non déployées dans l'espace.

Par conséquent, comme nous le savons tous, nous sommes face à la possibilité que du matériel militaire soit déployé dans l'espace ou que la menace ou l'emploi de la force soit utilisé contre des objets spatiaux appartenant à d'autres États, sous prétexte de vouloir protéger ses propres intérêts nationaux ou ses propres biens spatiaux. Il est indéniable que c'est de la nature de la réponse à la

question de savoir si, demain, des armes seront ou non déployées dans l'espace que dépend tout l'algorithme de l'architecture internationale pour une viabilité et une sécurité à long terme des activités spatiales.

La Russie a toujours appuyé l'accès équitable à l'espace extra-atmosphérique de tous les pays, sans exception, pour une exploitation de l'espace à des fins pacifiques et dans le respect total et inconditionnel de toutes les dispositions figurant dans le Traité sur l'espace de 1967. Nous n'accepterons jamais une idéologie préconisant la domination de l'espace par un seul État ou groupe d'États. Nous ne devrions nous faire aucune illusion sur le fait que, tôt ou tard, certains États finiront pas adhérer à la logique qui sous-tend une telle idéologie, concrétisant ainsi leurs plans de déploiement d'armes dans l'espace.

En ce vingt et unième siècle, il est vital de veiller à ce que ne se reproduise pas le désastre du siècle dernier, lorsqu'un État a largué des bombes atomiques sur deux villes japonaises, déclenchant ainsi une course aux armements nucléaires que, par un effort surhumain, nous sommes parvenus à empêcher, évitant ainsi une catastrophe au vingtième siècle. Grâce à ces efforts, elle a été évitée. En tant qu'États responsables en ce vingt et unième siècle, nous devons maintenant prendre des mesures préventives et nous assurer que de nouveaux événements militaires tragiques ne se produiront pas dans l'espace.

Il est essentiel que nous élaborions un instrument international juridiquement contraignant, assorti de garanties contre le déploiement d'armes dans l'espace et la menace ou l'emploi de la force au sein et à l'extérieur de l'espace extra-atmosphérique. Le fondement d'un tel instrument doit être le projet de traité sino-russe relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Comme on le sait, la Conférence du désarmement examine depuis juin 2014 une version actualisée de ce traité.

J'appelle l'attention sur le fait que ce projet de traité contient déjà des réponses à la quasi-totalité des questions qui ont été posées. On y trouve à la fois une définition de ce que sont les armes dans l'espace et des garanties quant à la non-utilisation d'armes dans l'espace. Si quelqu'un ose dire le contraire, cela signifie simplement qu'il ou elle n'a pas vraiment lu le texte du traité et qu'il fait simplement preuve de démagogie. Il nous appartient à tous d'ouvrir sans tarder des négociations sur le projet de traité dans le cadre d'un

programme de travail équilibré au sein de la Conférence du désarmement. Ne laissons pas passer cette chance historique et employons-nous à mettre rapidement en place un bouclier efficace contre la menace éventuelle d'armes dans l'espace, avant que cela ne conduise à une catastrophe.

Avant la conclusion des négociations sur ce projet de traité et son entrée en vigueur, il nous paraît essentiel de prendre des mesures politiques efficaces pour mettre l'espace à l'abri de tout armement. Au cœur de ces efforts figure le projet de résolution sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace (A/C.1/71/L.3) que la Commission adopte traditionnellement et qui, comme les membres le savent, est déposé chaque année soit par l'Égypte soit par Sri Lanka. La Russie appuie sans réserve ce projet de résolution et compte parmi ses coauteurs. Aujourd'hui, outre ce projet de résolution, la seule mesure vraiment efficace pour prévenir une course aux armements est l'initiative multilatérale sur un engagement politique de ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier. En prenant tous cet engagement, nous apporterons une réponse politique à la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Aucun État ne déploiera d'armes dans l'espace, que ce soit en premier, en deuxième, en cinquième ou en dixième. Si un État ou un groupe d'États prétend ne pas être concerné par cette initiative, ou ne veut simplement pas en prendre acte, cela risque de faire naître de sérieux doutes quant à la sincérité de sa démarche et de ses intentions en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Quatorze États se sont déjà pleinement associés à l'engagement de ne pas déployer d'armes en premier. Nous saluons la décision de la Bolivie et du Nicaragua de s'y rallier en 2016. Le projet de résolution A/C.1/71/L.18 sur la question que nous déposons pour la troisième année consécutive renferme un appel à participer à ce dialogue responsable, et nous prions instamment tous les États de lui apporter leur soutien. L'engagement politique pris par tous les États responsables de ne pas lancer une course aux armements dans l'espace constitue l'essence même de l'initiative de ne pas placer d'armes en premier. Cette initiative constitue la forme supérieure de la responsabilité et de la confiance mutuelle entre États et sera un élément clef dans la prévention d'une militarisation de l'espace. Nous espérons qu'elle sera adoptée au niveau mondial et qu'elle unira tous les États qui sont soucieux de préserver l'espace en tant que lieu de paix.

Pour des impératifs de temps, je n'aborderai pas les questions liées aux mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ni le travail accompli par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance dans les activités spatiales et la Commission du désarmement. Nous savons tous ce qui a été réalisé dans ce domaine. Nos efforts pour prévenir une course aux armements dans l'espace participent à la résolution de tous les autres problèmes liés à la sécurité dans les activités spatiales. Afin que nous puissions commencer à travailler, j'exhorte à nouveau tous les États responsables à faire preuve de la volonté politique nécessaire, sans se cacher derrière le prétexte des débris orbitaux, et à répondre à cette question précise et directe : vont-ils ou non déployer demain des armes dans l'espace?

**M. Islam** (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Le Bangladesh s'associe à la déclaration prononcée par l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés au titre de ce point de l'ordre du jour (voir A/C.1/71/PV.14).

L'utilisation croissante de la technologie et des services spatiaux dans nos efforts de développement socioéconomique nous a poussés à promouvoir la sûreté, la sécurité et la viabilité à long terme des activités spatiales. Nous souscrivons au postulat fondamental du Traité sur l'espace, à savoir que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent se faire pour le bien et dans l'intérêt de l'humanité et sont l'apanage de l'humanité tout entière.

Le Bangladesh a toujours prôné l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Au sein de la Conférence du désarmement, nous rappelons sans cesse l'importance des discussions de fond menées au titre du point de l'ordre du jour, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », et nous avons exprimé notre appui à l'ouverture de négociations, dans le cadre d'un programme de travail convenu, sur le projet de traité, présenté par la Fédération de Russie et la Chine en juin 2014, sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier et la prévention de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Dans le même esprit, nous allons une fois encore nous porter coauteurs, en Première Commission, du projet de résolution A/C.1/71/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace ».

Le Bangladesh, qui aspire à devenir une nation spatiale avec son premier satellite de communications,

*Bangobandhu I*, lequel porte le titre honorifique du père de notre nation et devrait être lancé en orbite spatiale d'ici à la fin de l'année prochaine, note avec préoccupation la saturation croissante de l'espace, les conflits et la compétition dont il fait l'objet, ainsi que les risques qui en découlent pour la sécurité spatiale. Il nous paraît donc important d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant, universel et non discriminatoire, sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, s'appuyant sur le régime existant relatif au désarmement, à la maîtrise des armements et à l'utilisation de l'espace. Nous partageons en particulier les craintes suscitées par la mise au point de la technologie des missiles antibalistiques, qui augmentent les risques d'armement de l'espace au détriment des intérêts des acteurs comme des utilisateurs de l'espace. En tant qu'État partie au Traité sur l'espace, le Bangladesh étudie également son éventuelle adhésion à d'autres traités internationaux pertinents relatifs à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

Nous sommes conscients de l'importance cruciale des diverses mesures de transparence et de confiance qui complètent sans le remplacer le cadre juridique international existant pour les activités spatiales. Nous soulignons les recommandations utiles sur de possibles mesures de transparence et de confiance contenues dans le rapport (voir A/68/189) du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance dans les activités spatiales, créé par la résolution 65/68, qui constituent une base utile pour de futurs travaux à cet égard. Entre autres questions, le Bangladesh estime que la table ronde commune proposée en 2017 entre les Première et Quatrième Commissions devrait être un pas dans la bonne direction. Nous insistons sur le fait que toute initiative de codification concernant les activités spatiales, même lorsqu'elle traite de questions spécifiques, doit être menée de manière globale et inclusive afin de prendre en compte les différentes préoccupations.

Parallèlement aux efforts de désarmement dans l'espace extra-atmosphérique, nous devons accorder une attention plus grande à la question de la réduction des débris grâce à une coopération internationale efficace. Face aux concentrations alarmantes de débris dans l'espace et à la menace qu'ils représentent pour les objets et les activités spatiales, il est essentiel que des initiatives significatives soient prises pour relever ce défi avec la participation de tous les États, sur la base, bien entendu, d'une approche commune mais



différenciée. Les grands acteurs spatiaux qui sont les principaux responsables des dégâts causés à ce jour l'environnement spatial doivent assumer également la responsabilité de rendre sûre et durable pour l'activité humaine cette frontière en expansion.

**M<sup>me</sup> Janjua** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Le Pakistan souscrit à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés au titre de ce groupe de questions (A/C.1/71/PV.14).

L'espace étant le patrimoine commun de l'humanité, il est dans l'intérêt commun de l'humanité de l'explorer et de l'exploiter à des fins pacifiques. L'espace doit rester pacifique. Il ne doit être ni militarisé ni armé. Depuis plus de trois décennies, la communauté internationale s'efforce de prévenir la militarisation de l'espace extra-atmosphérique. Ce n'est plus de la science fiction. La présence d'armes dans l'espace risquerait d'intensifier les guerres. Des mesures doivent être prises afin de prévenir une course aux armements dans l'espace si nous voulons éviter les graves dangers que cela représenterait pour la paix et la sécurité du monde.

Nous partageons les préoccupations exprimées par le Mouvement des pays non alignés concernant les incidences négatives de la mise au point et du déploiement de systèmes antimissiles balistiques (ABM) et la mise en œuvre de technologies militaires avancées pouvant être déployées dans l'espace. La Conférence du désarmement est saisie depuis longtemps de cette question, de même que l'Assemblée générale. Les systèmes ABM sont destabilisants par nature et d'une efficacité relative. Ils peuvent avoir de multiples incidences sur la sécurité et la stabilité régionales et internationales. Nous devons redoubler d'efforts afin de parvenir à un accord global, universel et non discriminatoire répondant aux craintes suscitées par la mise au point, le déploiement et la prolifération des systèmes ABM. Les conséquences de leur introduction pourraient être dévastatrices pour des régions sensibles comme la nôtre.

Le développement et l'évolution rapides des techniques spatiales ont creusé les lacunes du régime international en place relatif à l'espace extra-atmosphérique, y compris le Traité sur l'espace extra-atmosphérique de 1967 et l'Accord de 1979 régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes. Le Traité sur l'espace interdit le déploiement dans l'espace d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, mais le déploiement d'autres types d'armes, notamment des armes classiques, est

passé sous silence. Ces lacunes doivent être comblées au moyen d'un instrument juridique nouveau. C'est dans ce contexte que le Pakistan s'est toujours opposé à la militarisation de l'espace et ne cesse d'appeler à l'ouverture, à la Conférence du désarmement, de négociations sur cette question d'actualité qui nous intéresse et nous préoccupe tous.

Il existe un vaste ensemble de connaissances sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Les comités spéciaux de la Conférence du désarmement ont déjà réalisé un travail considérable sur cette question entre 1985 et 1992. Le traité sur la question élaboré par la Chine et la Russie et modifié en 2014 offre une base utile pour entamer des négociations. Nous estimons donc que rien n'empêche l'ouverture de négociations sur une question d'une telle importance pour la paix et la sécurité internationales. Les États qui s'opposent à ces négociations cherchent à protéger le monopole qu'ils exercent sur cette technologie et à maintenir leur suprématie. Il est paradoxal que des États aient jugé utile d'attribuer la responsabilité de l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement à l'une des quatre questions centrales inscrites à son ordre du jour. Les faits parlent d'eux-mêmes, et aussi dérangentant soit-il, le fait est que, bien qu'il y ait un très large appui en faveur de la négociation d'un instrument juridique sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, une petite poignée d'États empêche la Conférence du désarmement de le faire.

Nous prenons note du rapport de consensus et des recommandations du dernier Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (voir A/68/189) et reconnaissons que ces mesures doivent avoir pour objectif d'accroître la sécurité, la sûreté et la viabilité de l'espace extra-atmosphérique. Nous nous félicitons en particulier que le Groupe ait recommandé, dans l'intérêt de tous les États, que soit renforcée la coopération internationale entre les nations spatiales et les autres nations concernant l'utilisation pacifique de l'espace pour le bien de tous les États. Nous reconnaissons le bien-fondé des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ainsi que de codes de conduite juridiquement non contraignants pour renforcer la confiance entre les États, et nous avons participé activement à ces efforts. De telles initiatives doivent être menées de manière ouverte, universelle et participative dans le cadre du système des Nations Unies, en prenant en considération les intérêts de tous les États. Toutefois, ces mesures volontaires ne sauraient se

substituer à un traité juridiquement contraignant fondé sur des obligations.

Le Pakistan s'est porté coauteur du projet de résolution annuel sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui continue d'être adopté à une écrasante majorité, ainsi que du projet de résolution, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » (A/C.1/71/L.8), qui contient une initiative louable. Nous sommes parties aux cinq grands traités multilatéraux régissant l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et sommes prêts à étudier d'autres traités destinés à prévenir tout armement dans l'espace. Le Pakistan est membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui joue un rôle important dans l'optimisation des avantages découlant des activités spatiales au service de l'humanité, en particulier dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la réduction des catastrophes.

Le Pakistan estime que la séance spéciale commune des Première et Quatrième Commissions, qui s'est tenue en octobre 2015 (voir A/C.1/70/PV.13), est une initiative positive et salue la décision d'organiser une séance de suivi en 2017.

**M. Sabarullah Khan** (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Sri Lanka s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/71/P.14).

Il est dans l'intérêt commun de toute l'humanité d'explorer et d'exploiter l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques. L'espace extra-atmosphérique fait partie du patrimoine commun de l'humanité et nous tous, quel que soit notre niveau de développement économique ou scientifique, nous devrions avoir des possibilités égales de l'explorer pour le bien commun de l'humanité. Sri Lanka estime que l'exploration spatiale et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique sont des contributions précieuses au progrès de l'humanité. Étant donné les possibilités immenses offertes par l'exploration spatiale, il incombe à ceux qui l'explorent et l'utilisent d'empêcher que l'espace extra-atmosphérique ne devienne le théâtre d'une course aux armements.

Face à l'augmentation des activités spatiales, il est justifié que nous nous préoccupions de la saturation croissante de l'environnement spatial. La militarisation de l'espace et le déploiement potentiels d'armes dans ce milieu pourraient exposer l'espace à un risque grave, celui de devenir une zone contestée et une source de

conflits dans l'avenir. Nous estimons depuis longtemps que la prévention d'une course aux armements dans l'espace et la nécessité de le protéger de tout conflit sont essentielles pour éviter des menaces sérieuses à la paix et à la sécurité internationales. Nous réaffirmons notre point de vue selon lequel l'espace extra-atmosphérique ne doit pas être le nouveau théâtre d'une course aux armements, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour l'humanité entière et représenterait un grave danger pour tous les pays, qu'ils possèdent ou non la capacité technologique de mettre des objets en orbite. Le déploiement d'armes dans l'espace ne menacerait pas seulement la sécurité des biens spatiaux, elle risquerait aussi d'endommager la biosphère terrestre. Nous appelons toutes les nations, en particulier les États dotés de capacités spatiales importantes, à contribuer activement à l'objectif qui consiste à utiliser l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et à s'abstenir d'actes susceptibles de faire de l'espace le théâtre d'une course aux armements.

Il est impératif que les États membres se conforment strictement aux accords existants en matière de maîtrise des armements et de désarmement relatifs à l'espace extra-atmosphérique et au régime juridique actuel régissant l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Selon nous, une large participation au régime juridique permettrait également de contribuer à en améliorer l'efficacité. Le cadre juridique existant régissant l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doit encore être renforcé, car le contexte politique concernant la viabilité et la sécurité de l'espace s'est radicalement transformé.

Nous sommes fermement convaincus que la conclusion dès que possible d'un accord international sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace renforcerait considérablement le cadre juridique actuel. À cet égard, nous souhaitons réaffirmer le rôle central que la Conférence du désarmement, seule instance de négociation sur le désarmement, devrait jouer dans la négociation d'un tel accord. Nous sommes d'avis que la Conférence du désarmement devrait entamer au plus vite ses travaux sur cette question. Sri Lanka accordera son plein soutien à une telle entreprise, car il a toujours soutenu les initiatives visant à préserver la paix, prévenir les conflits et assurer la viabilité de l'espace extra-atmosphérique. Ainsi, je suis heureux d'informer la Commission que l'Égypte et Sri Lanka ont à nouveau déposé cette année un projet de résolution sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace (A/C.1/71/L.3), qui demande la négociation d'un

instrument multilatéral dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Sri Lanka est déterminé à coopérer avec tous les États et les autres parties prenantes afin de préserver l'espace extra-atmosphérique de tout conflit et empêcher qu'il ne devienne le théâtre d'une course aux armements. Nous attendons avec intérêt de participer de manière constructive aux délibérations qui ont lieu dans le cadre du présent débat thématique.

**M. Toro-Carnevali** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Le Venezuela s'associe aux déclarations prononcées par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/71/PV.14), et par ma propre délégation aujourd'hui même, au nom de l'Union des nations de l'Amérique du sud.

Le développement durable de l'espace extra-atmosphérique offre à l'humanité des possibilités illimitées de progresser dans des domaines aussi divers que l'éducation, la médecine, la gestion des risques et la prévention des catastrophes naturelles, l'agriculture, les télécommunications, la science et la technologie. D'où l'importance considérable d'œuvrer ensemble pour assurer le développement d'activités dans l'espace à des fins pacifiques et empêcher sa militarisation.

Nous voudrions souligner le fait qu'un conflit armé dans l'espace aurait des conséquences catastrophiques pour notre vie sur cette planète et détruirait toutes perspectives de développement d'activités spatiales et leurs retombées positives pour l'humanité. Malheureusement, le risque d'un conflit armé n'est pas aussi éloigné que nous pourrions l'imaginer. La mise au point de satellites et d'autres technologies à des fins militaires est en augmentation. Des satellites à double usage servant aux télécommunications et à l'observation de la Terre peuvent être utilisés et le sont parfois à des fins qui ne sont pas entièrement pacifiques. À cela s'ajoutent la mise au point et l'essai par certains États de systèmes antisatellite et de certaines technologies de défense par missile qui pourraient servir à attaquer des objets dans l'espace. Par conséquent, le risque d'une militarisation de l'espace est toujours plus préoccupant, rendant de plus en plus urgentes la prévention et l'interdiction d'armes dans l'espace.

Le Venezuela salue le travail accompli par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives

aux activités spatiales. Nous prenons note également de la proposition de l'Union européenne d'un code de conduite international pour les activités spatiales. Toutes les initiatives visant à promouvoir la transparence et à renforcer la confiance entre les États concernant le développement d'activités dans l'espace représentent un pas dans la bonne direction. Cependant, aucune de ces initiatives ne peut remplacer la nécessité impérieuse de parvenir à un instrument multilatéral juridiquement contraignant pour empêcher la militarisation de l'espace. Aussi souhaitons-nous insister sur la nécessité de progresser dans la négociation d'un traité sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, sur la base du projet de traité de 2014 présenté par la Russie et la Chine à la Conférence du désarmement.

Pour conclure, nous réaffirmons que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique offrent des possibilités à toutes les nations, quel que soit leur niveau de développement économique ou scientifique, car l'espace est le patrimoine commun de l'humanité. C'est pourquoi nous devons œuvrer ensemble au renforcement de son utilisation pacifique et convenir dès que possible d'un instrument multilatéral juridiquement contraignant offrant à tous les pays la garantie d'un espace extra-atmosphérique pacifique, dont chaque pays pourra profiter pour le bien-être et le développement de son peuple.

**M. Masmejean** (Suisse) : Beaucoup de secteurs de la société, de l'économie et de la sécurité globale s'appuient aujourd'hui sur les systèmes spatiaux. L'espace extra-atmosphérique fournit des données, des informations et des outils technologiques qui contribuent au développement durable. Ainsi, il est utilisé de façon toujours plus intensive, alors que les orbites utiles atteignent un seuil d'encombrement préoccupant. En raison du développement des technologies, les possibilités d'attaquer les objets spatiaux se multiplient. Face à ce constat, la Suisse est d'avis que la communauté des États doit avancer sur plusieurs voies afin de répondre aux défis posés à la stabilité et la sécurité du milieu spatial. Une attention particulière doit notamment être portée à la transparence et au renforcement de la confiance dans la conduite des activités spatiales. Des mesures comme la pré-notification lors de lancements ou de manœuvres de changements d'orbite contribuent à la transparence. Le partage d'informations et de données sur les objets en orbite, ou sur le développement des programmes spatiaux militaires, contribuent également à renforcer la confiance entre États.

À cet effet, le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (voir A/68/189), remis à l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session, constitue une excellente base. La Suisse est heureuse que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ait intégré certaines des recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux dans le premier ensemble de lignes de conduite adopté cette année sur la viabilité à long terme des activités spatiales. Les recommandations du Groupe d'experts relatives aux utilisations militaires de l'espace devraient être examinées par les organes du désarmement. La Suisse salue par ailleurs l'étude menée par le Bureau des affaires spatiales sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'experts par les institutions de l'ONU et se réjouit qu'un rapport soit présenté à ce sujet lors de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale.

Il est également primordial de préserver l'espace extra-atmosphérique des conflits qui pourraient hypothéquer son utilisation dans le futur. À cette fin, il nous paraît essentiel de bannir l'emploi de la force contre les systèmes spatiaux et de prévenir toute course à l'armement dans l'espace. Sur ce sujet, la Suisse est en faveur du développement d'un instrument international juridiquement contraignant. Le projet de traité interdisant le placement d'armes dans l'espace et l'usage de la force contre les objets spatiaux, soumis par la Russie et la Chine à la Conférence du désarmement, constitue la proposition la plus élaborée à ce stade. De nombreux éléments de ce projet restent cependant à consolider. En particulier, la Suisse estime que, pour être efficace et répondre à l'objectif voulu, un tel traité devrait également bannir le développement et le test d'armes antisatellites basées au sol.

Concernant la résolution sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier (A/C.1/71/L.18), la Suisse maintient ses doutes quant à l'efficacité d'une telle approche dans sa forme actuelle. En effet, cette résolution ne dit rien sur le développement de telles armes. De plus, elle pourrait légitimer un placement en second d'armes dans l'espace. Pour être une première étape efficace en vue de prévenir une course à l'armement dans l'espace, l'approche devrait à notre avis être développée et complétée.

Comme nous le voyons, la problématique est complexe. Les approches des différents États et des différents organes multilatéraux sont multiples.

Certains de ces organes sont dans l'incapacité de remplir leur mandat. Or les enjeux sont importants. Il faut trouver un moyen de faire avancer les travaux de façon pragmatique. Face à certaines questions qui paraissent insolubles à ce stade, on pourrait par exemple chercher à se mettre d'accord sur des principes élémentaires de bonne conduite dans l'espace. Pour ce faire, il nous paraît essentiel que la communauté spatiale et celle du désarmement travaillent main dans la main. La réunion entre les Première et Quatrième Commissions en 2015 a permis un premier échange de vues conjoint. Nous espérons que la table ronde conjointe prévue en 2017 permettra de dessiner les prochaines étapes d'une collaboration effective et efficace.

Enfin, la Suisse est heureuse que le Bureau des affaires de désarmement et le Bureau des affaires spatiales de l'ONU aient décidé d'intensifier leur collaboration, conformément aux recommandations du Groupe d'experts. Elle salue également la perspective d'un événement organisé conjointement entre le Bureau des affaires spatiales et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, qui devrait avoir lieu à Genève en 2017.

**M. Mati** (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe pleinement à la déclaration prononcée par l'Union européenne.

Ces dernières décennies, l'Italie a été au premier rang des activités spatiales. Depuis le lancement de notre premier satellite artificiel dans l'espace en 1954, nous avons renforcé nos capacités spatiales dans plusieurs domaines, tels que les sciences, les télécommunications et l'observation de la Terre. Nous avons également contribué à la mise en place de la Station spatiale internationale.

Aujourd'hui, les applications spatiales nous offrent à tous des ressources exceptionnelles dans les domaines de la croissance économique et de l'innovation, ainsi que pour faire face à des problèmes pressants tels que les changements climatiques et la gestion des catastrophes naturelles. En raison de cette dépendance croissante à l'égard des ressources, des infrastructures et des activités spatiales, il est impératif de prévenir et d'atténuer les risques associés à une gestion inadéquate du trafic, à la création de débris, aux interférences nuisibles, aux erreurs de calcul et à la méfiance. La coopération internationale est essentielle à cet égard. C'est pourquoi l'Italie est partie à plus de soixante accords bilatéraux avec des pays ayant des activités spatiales et avec des pays en développement, ainsi qu'à



la plupart des traités internationaux relatifs à l'espace. Nous apportons notre soutien et participons activement à différentes organisations régionales et internationales dont le travail contribue au développement et à l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. L'Italie est un État membre fondateur de l'Agence spatiale européenne, et elle est membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, depuis sa création.

La forte augmentation du nombre d'objets dans l'espace est l'une des principales raisons pour lesquelles un environnement réglementaire international complet et efficace doit être élaboré et mis en vigueur. Les États doivent s'engager à améliorer le bien-être de l'humanité en travaillant ensemble pour la viabilité à long terme, la sûreté et la sécurité de l'environnement spatial. L'Italie est fermement convaincue que la mise en œuvre effective par tous les États concernés des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales - notamment celles identifiées par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales dans son rapport de 2013 (voir A/68/189), entériné par la suite par l'Assemblée - serait une étape cruciale vers une plus grande sécurité, sûreté et viabilité dans les activités spatiales.

Des mesures telles que l'échange d'informations relatives à la politique et aux activités spatiales des États, les notifications de réduction de risques et les visites d'experts dans les installations spatiales nationales réduisent les risques de malentendus et de méprises. Elles contribuent à renforcer la confiance mutuelle et complètent le cadre juridique international existant. L'Italie se félicite également des progrès récemment enregistrés en ce qui concerne les lignes directrices pour la viabilité à long terme des activités spatiales par le Groupe de travail du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, créé dans le cadre du Sous-Comité scientifique et technique. Nous attendons maintenant un engagement constructif de toutes les délégations en vue de finaliser cet effort.

L'Italie reste pleinement attachée à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Une course aux armements risquerait de faire de l'espace le théâtre de conflits, ce qui serait contraire à l'objectif de son utilisation à long terme à des fins pacifiques. C'est pourquoi nous avons été parmi les principaux défenseurs du projet de code international de conduite pour les activités spatiales de l'Union européenne, en tant

que première étape non juridiquement contraignante, complémentaire à d'autres initiatives qui pourraient inclure un instrument juridiquement contraignant global, efficace et vérifiable.

Malgré le ralentissement des négociations, nous continuons à croire qu'un ensemble de principes de comportement responsable dans l'espace, convenu à l'échelle mondiale, pourrait être le moyen le plus approprié de répondre au sentiment d'urgence exprimé par la communauté internationale. De tels principes, qui pourraient conduire ultérieurement à l'élaboration et à l'adoption d'un code de conduite international volontaire, devraient répondre aux objectifs à long terme de l'ensemble des activités spatiales, notamment la non-ingérence dans l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique; la prévention de la création de débris; le renforcement de la coopération internationale dans l'espace; la préservation de l'intégrité de l'environnement spatial pour tous; l'accès équitable à l'espace extra-atmosphérique et le renforcement de la transparence dans la conduite des activités d'exploration et d'exploitation spatiales. L'Italie appuie pleinement ces objectifs et est prête à apporter sa contribution à leur réalisation.

**M. Hansen** (Australie) (*parle en anglais*) : La société moderne est devenue dépendante de l'espace pour la localisation, la navigation, le calendrier, les communications, la météorologie, l'observation de la Terre et d'autres services rendus possibles par l'espace. C'est en particulier le cas pour l'Australie. Nous comptons sur les satellites pour fournir la téléphonie et Internet à haut débit à notre population dispersée. Nous utilisons également largement les données satellitaires d'observation de la Terre pour surveiller les ressources en eau, l'utilisation des terres et la gravité des sécheresses et des feux de brousse. Ces technologies spatiales sont plus rentables et efficaces que les solutions alternatives terrestres précédentes, et elles sont maintenant à la portée financière de davantage de pays et sont vitales pour le développement. Notre propre région de l'Asie et du Pacifique affiche l'un des rythmes les plus forts en termes de croissance des technologies spatiales au niveau mondial.

Mais le droit de tous les pays à pouvoir accéder à ce bien commun qu'est l'espace est de plus en plus menacé par la prolifération des débris spatiaux. On observe actuellement plus de 500 000 débris tournant en orbite autour de la Terre. Ils se déplacent à une vitesse suffisamment rapide pour qu'un débris, même de petite

taille, puisse endommager un satellite ou un engin spatial, créant ainsi davantage encore de débris spatiaux. Le défi des débris spatiaux apparaît de plus en plus comme un problème urgent à résoudre pour notre région. Nous saluons les efforts continus du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est pour sensibiliser le public au défi des débris spatiaux par le biais de ses ateliers sur la sécurité spatiale. L'Australie et le Vietnam ont lancé ce processus en organisant le premier atelier sur la sécurité spatiale à Singapour, en 2012. L'Australie a participé aux ateliers suivants et participera au quatrième atelier sur la sécurité spatiale à Singapour, la semaine prochaine.

L'Australie reste préoccupée par la mise au point et les essais de missiles antisatellites. Les armes antimissiles ont la capacité de créer de vastes quantités de débris spatiaux qui représentent un danger pour tous les objets spatiaux et les services rendus possibles par l'espace et dont dépendent tous les pays. Même si ces missiles ne visent aucune cible en particulier, leur mise à l'essai et leur déploiement envoient un message inutile et potentiellement déstabilisateur à la communauté internationale, qui n'est pas propice à la paix et à la coopération internationales dans le domaine spatial et va à l'encontre des efforts que déploie la communauté internationale pour renforcer la transparence et la confiance dans les activités spatiales.

Toute initiative concernant la question de la non-militarisation de l'espace ou visant à décourager la menace ou l'emploi de la force contre des objets spatiaux devrait englober les armes antisatellites terrestres. Nous estimons que ces armes représentent la menace la plus grave pour les infrastructures spatiales et que les initiatives qui ne prennent pas en compte cette question comportent de graves lacunes. Nous exhortons la communauté internationale à mettre l'accent sur les mesures pratiques et applicables que nous pouvons prendre ensemble afin d'éliminer les menaces réelles qui pèsent sur les activités spatiales, notamment celle des débris spatiaux.

Il est important que nous travaillions ensemble sur la question des débris spatiaux et prenions des mesures collectives. Nous pourrions envisager d'élaborer un traité juridiquement contraignant, mais les traités prennent du temps et, à l'heure actuelle, il n'existe aucun Traité à l'heure actuelle visant à remédier à la menace que représentent les armes antisatellites basées sur terre. En revanche, nous pourrions adopter des solutions pratiques immédiates à ces questions,

telles que des mesures de transparence et de confiance non juridiquement contraignantes. Le bien-fondé de ces mesures dans l'espace extra-atmosphérique a été reconnu par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, dont le rapport (voir A/68/189) a été adopté sans vote par l'Assemblée générale des Nations Unies, en juillet 2013.

L'Australie exhorte la communauté internationale à mettre l'accent sur des mesures pratiques et réalisables que nous pouvons prendre ensemble pour remédier aux menaces réelles qui pèsent sur nos activités spatiales, en particulier les débris orbitaux.

**M. Abbani** (Algérie) (*parle en arabe*) : Ma délégation est heureuse de prendre la parole aujourd'hui sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous souscrivons aux déclarations prononcées par les représentants de l'Indonésie et de la Tunisie, respectivement, au nom du Mouvement des pays non alignés, et du Groupe des États arabes (voir A/C.1/71/PV.14).

Le rôle essentiel joué par l'espace extra-atmosphérique dans les domaines économique, social et scientifique de nombreux pays a été accentué par la révolution technologique et scientifique. Il importe donc que les activités spatiales bénéficient d'un climat de sécurité, de transparence et de confiance. À l'instar d'autres pays, nous voulons faire un bon usage de l'espace afin de répondre à nos besoins en matière de développement. L'espace extra-atmosphérique représente le patrimoine et le bien communs de l'humanité, et nous avons le droit de l'explorer et de l'exploiter à des fins exclusivement pacifiques, ce qui nous permettra de renforcer la paix, la sécurité et la stabilité dans ce milieu et d'améliorer la coopération internationale conformément aux principes établis par les législations et engagements internationaux, ainsi qu'à la Déclaration de 1962 de l'Assemblée générale sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et au Traité sur l'espace de 1967.

L'implantation d'armes dans l'espace demeure cependant une source de préoccupation, car ces armes font peser une grave menace qui pourrait déboucher sur une course aux armements aux conséquences désastreuses pour la paix et la sécurité internationales. À ce propos, nous voudrions faire mention du document CD/2062, présenté par le Mouvement des pays non alignés à la Conférence du désarmement, dans lequel

il se dit préoccupé par les effets délétères de la mise au point et du déploiement de systèmes de missiles antimissiles dans l'espace extra-atmosphérique.

Mon pays estime que le système juridique actuel régissant l'espace souffre de contradictions, et qu'il n'offre pas suffisamment de garanties en ce qui concerne l'arrêt d'une possible course aux armements. Nous devons par conséquent œuvrer de concert dans le cadre de la Conférence du désarmement afin d'améliorer ce système juridique. Aussi accueillons-nous favorablement l'initiative de la Russie et de la Chine portant sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier et la prévention de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Nous saluons également l'adoption par l'Assemblée générale des résolutions 70/26 et 70/27 sur cette question, ainsi que de la résolution 70/53, qui contient des recommandations importantes fondées sur le rapport (voir A/68/189) du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales.

Enfin, nous avons pris note de la proposition de l'Union européenne d'un projet de code de conduite destiné à améliorer la transparence et la rationalisation des activités spatiales. Je tiens à souligner que de telles mesures volontaires apportent un avantage supplémentaire mais ne peuvent remplacer ce dont nous avons besoin, c'est-à-dire un instrument juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. La Conférence du désarmement reste l'instance appropriée à cet égard.

**M. Mra** (Myanmar) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole devant la Commission sur les aspects du désarmement dans le domaine de l'espace. Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées précédemment par le représentant de Singapour, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/71/PV.14).

Je tiens à rappeler que le Myanmar considère l'espace extra-atmosphérique comme étant le patrimoine commun de l'humanité. Par conséquent, les activités spatiales doivent être menées uniquement à des fins pacifiques et dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Chaque année, lorsque nous débattons de cette question, beaucoup font part de leur inquiétude face aux graves conséquences d'une course aux armements dans l'espace. Nous comprenons les différentes raisons pour lesquelles des États souhaitent explorer l'espace,

compte tenu de l'évolution rapide de la technologie spatiale. Il est dans la nature même de l'être humain de vouloir explorer et apprendre. C'est cette curiosité qui a amené l'humanité à atterrir sur la lune et à commencer à explorer l'univers. Cependant, si l'espace extra-atmosphérique se militarise en raison d'intérêts croissants, cela risque non seulement de menacer la sécurité de nombreux États, mais aussi de compromettre les initiatives actuelles en matière de désarmement.

Il incombe aux États ayant des activités spatiales majeures, l'expertise et les capacités, d'assumer la responsabilité première de veiller à ce que nous préservions l'objectif consistant à utiliser l'espace à des fins pacifiques et à prévenir une course aux armements dans l'espace. Les mesures de transparence et de confiance permettront d'empêcher une militarisation de l'espace. Nous appuyons donc vivement ces mesures dans tous leurs aspects.

Ma délégation continue d'accorder toute sa confiance à la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement. Nous pensons également que la Conférence du désarmement devrait jouer un rôle de premier plan dans la négociation d'un accord sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Par le passé, nous avons appuyé les deux projets de résolution relatifs à l'espace, l'un sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et l'autre sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier. Ma délégation continuera d'appuyer ces deux importants projets de résolution (A/C.1/71/L.3 et A/C.1/71/L.18), sur lesquels la Première Commission se prononcera dans les jours à venir.

**M. Mahfouz** (Égypte) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées sur ce groupe de questions par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/71/PV.14), et par le représentant de la Tunisie, au nom du Groupe des États arabes.

L'Égypte est convaincue que l'espace extra-atmosphérique appartient à l'humanité tout entière, ce qui signifie que l'espace est le bien commun de toute l'humanité. En conséquence, toute activité dans l'espace doit faire l'objet d'un débat, sous l'égide de l'ONU, afin d'être ouvert, universel et fondé sur le consensus. La Conférence du désarmement est à cet égard l'instance internationale la mieux appropriée et la plus pertinente.

Nous rappelons que toute réglementation de l'espace extra-atmosphérique doit avoir pour objectif d'améliorer l'environnement spatial aux fins de son utilisation par tous les États. Elle ne doit, en aucune façon, restreindre la pleine utilisation des activités et des applications spatiales ni l'exploration de l'espace par quelque État que ce soit. Telle est l'essence même du Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Nous réaffirmons également que l'espace extra-atmosphérique doit rester à l'abri de tout conflit potentiel et doit être reconnu en tant que zone exempte de conflit. Nous pensons donc qu'il faut prévenir au niveau mondial le déploiement d'armes dans l'espace par tout État et quelle qu'en soit la raison - offensive ou défensive. C'est précisément la raison pour laquelle l'Égypte et Sri Lanka présentent leur projet de résolution traditionnel, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace » (A/C.1/71/L.3), déposé chaque année depuis plus de deux décennies en Première Commission. Aussi, comme à l'accoutumée, nous sollicitons l'appui traditionnel de la communauté internationale à ce projet de résolution crucial.

En tant que nation spatiale émergente et membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, l'Égypte exhorte la communauté internationale à faire en sorte que tous les pays dans le monde puissent bénéficier d'une assistance technique appropriée et avoir pleinement accès aux échanges de technologie, quel que soit leur niveau de développement scientifique et économique, pour la simple raison que la coopération internationale est vitale et essentielle dans ce domaine.

Pour conclure, l'Égypte travaillera en étroite collaboration avec les organismes compétents s'occupant des activités spatiales au sein de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes en vue d'atteindre les objectifs susmentionnés, qui visent à sécuriser l'espace extra-atmosphérique et à l'utiliser à des fins pacifiques.

**M<sup>me</sup> Yang Jia** (Chine) (*parle en chinois*) : Compte tenu de l'évolution rapide de la technologie spatiale et du nombre croissant de nations spatiales, la technologie spatiale est de plus en plus utilisée dans l'intérêt de l'humanité. En même temps, deux problèmes majeurs non résolus se posent à la communauté internationale concernant l'espace extra-atmosphérique.

Premièrement, l'environnement spatial se détériore de plus en plus rapidement face au risque

évident d'un encombrement spatial et des débris spatiaux. Deuxièmement, alors que l'importance stratégique de l'espace devient plus évidente, la tendance toujours croissante à une militarisation de l'espace pèse de plus en plus sur la sécurité, ce qui représente un lourd défi d'ampleur mondiale pour la communauté internationale. La garantie de l'exploration pacifique de l'espace et la prévention d'une militarisation de l'espace et d'une course aux armements qui en résulterait répondent à l'intérêt commun de l'ensemble des pays et constituent un droit fondamental que tous les pays doivent défendre. La communauté internationale accorde une grande importance à la question de la sécurité spatiale depuis 1994, lorsque l'Assemblée générale a adopté à une écrasante majorité la résolution 49/74, sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui priait la Conférence du désarmement de négocier un traité multilatéral sur la maîtrise des armements dans l'espace.

Résolution opposée à la militarisation de l'espace et à une course aux armements dans l'espace, la Chine a participé activement au processus multilatéral de maîtrise des armements dans le domaine de la sécurité spatiale. En 2008, la Chine et la Russie ont présenté conjointement un projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, dont nous avons présenté une version modifiée en juin 2014. En septembre de l'année dernière, nous avons présenté un nouveau document de travail à la Conférence du désarmement afin de prendre en compte les préoccupations exprimées en la matière par les pays concernés. Nous appelons tous les pays à œuvrer à davantage de convergence et à entamer dès que possible des négociations multilatérales sur un traité de maîtrise des armements visant à préserver efficacement la sûreté, la sécurité et la viabilité à long terme de l'espace.

Parrainé par la Chine, la Russie et d'autres pays, le projet de résolution A/C.1/71/L.18, sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, a été adopté par une large majorité de pays en Première Commission en 2014 et 2015. Il reflète l'aspiration commune de la communauté internationale à prévenir la militarisation de l'espace extra-atmosphérique. Nous espérons que davantage de pays apporteront leur soutien au projet de résolution présenté cette année.

La Chine est le principal parrain du projet de résolution traditionnel sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (A/C.1/71/L.19) et elle participe activement aux travaux



du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, et elle a apporté une importante contribution dans son rapport. Pour la Chine, des mesures de transparence et de confiance appropriées et viables permettraient de renforcer la confiance mutuelle, de corriger les perceptions erronées, de réglementer les activités spatiales et de maintenir la sécurité de l'espace. Elles pourraient aussi compléter le processus de prévention de la militarisation de l'espace et d'une course aux armements dans l'espace. Toutefois, les mesures de transparence et de confiance ne sauraient se substituer à la négociation d'un traité juridiquement contraignant sur la maîtrise des armements dans l'espace.

En 2013, le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales a conclu ses travaux par un rapport équilibré (voir A/68/189), qui a valeur de référence pour les États dans la formulation de mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales. Cependant, étant donné que des pays se trouvent à des étapes différentes dans le développement de leur capacité spatiale, leur inquiétude et leur volonté de mettre en œuvre certaines mesures de transparence et de confiance varient donc très largement. Seuls des débats menés sur un pied d'égalité, de façon ouverte et en tenant compte des disparités en matière de développement, permettront que les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités soient élaborées et mises en œuvre de manière progressive et efficace.

La Chine est attachée à l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique et participe activement aux échanges et à la coopération au niveau international. La Chine a procédé au lancement de satellites pour plus de 10 pays et a participé activement à la coopération internationale dans le cadre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de l'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique. À la fin de l'année dernière, la Chine, le Laos, la Russie et les États-Unis d'Amérique ont accueilli à Pékin le troisième atelier du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur la sécurité dans l'espace. La Chine continuera de travailler avec la communauté internationale et de contribuer comme il se doit au maintien de la paix et de la sécurité collective dans l'espace.

**M. Basafi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je m'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/71/PV.14).

L'espace extra-atmosphérique est le patrimoine commun et l'apanage de l'humanité tout entière. Tous les États jouissent d'une totale liberté et de l'égalité souveraine en ce qui concerne l'exploration et la recherche dans l'espace extra-atmosphérique, lequel doit être exploré et utilisé à des fins exclusivement pacifiques. Pour cela, les États doivent agir conformément aux principes généraux et du droit international applicable et aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. L'espace doit rester à l'abri de toute militarisation et de tout armement et, par conséquent, nous devons prévenir toute tentative de la part d'un État visant à militariser ou à implanter des armes dans l'espace.

L'abrogation du Traité sur la limitation des systèmes de missiles anti-missiles a ouvert la voie à une utilisation militaire de l'espace extra-atmosphérique. Les efforts de ces dernières années pour mettre au point et déployer des systèmes de défense antimissiles nationaux et collectifs ont attisé la course aux armements avec des conséquences pour l'espace extra-atmosphérique et pour la paix et la sécurité aux niveaux régional et international. Le déploiement de ces systèmes en raison de leur capacité antisatellite a sérieusement mis en péril les efforts mondiaux visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Par conséquent, nous devons redoubler d'efforts au niveau international afin de répondre aux préoccupations liées au développement, au déploiement et à la prolifération des systèmes de défense antimissiles.

Dans ce contexte, la République islamique d'Iran appuie fermement tous les efforts et initiatives internationaux déployés de manière ouverte et transparente au sein des organes compétents des Nations Unies, avec la participation égale de tous les États et sur la base du consensus, en prenant dûment en compte les préoccupations et les intérêts de tous les États, en vue de prévenir la militarisation de l'espace extra-atmosphérique et l'implantation d'armes dans ce milieu. Voilà pourquoi l'Iran approuve l'examen approfondi de la prévention d'une course aux armements dans l'espace dans le cadre de la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement.

Par ailleurs, en tant que nation spatiale, l'Iran souligne le droit de tous les États à bénéficier des

applications pacifiques des technologies spatiales, outils indispensables pour le développement durable. À notre avis, l'espace extra-atmosphérique devrait, par le biais des sciences, des techniques et des technologies spatiales, être accessible à tous les pays, et toute mesure visant à faire de la technologie spatiale le monopole de quelques pays ou à imposer toute limitation ou restriction au transfert vers les pays en développement de la science, du savoir-faire, de la technologie et de services liés à l'espace doit être évitée.

Tout en prenant note du rôle complémentaire des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales et de leur contribution aux efforts de prévention d'une course aux armements dans l'espace, nous estimons que, compte tenu de leurs limites intrinsèques, ces mesures ne peuvent pas remplacer la négociation d'un traité juridiquement contraignant universel visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Dans le même temps, l'élaboration de tout instrument politiquement contraignant à cet égard devrait être entreprise au sein des Nations Unies, de manière équitable, ouverte et transparente, et en prenant dûment en compte les préoccupations et les intérêts de tous les États, et toute décision éventuelle à cet égard devrait se faire par consensus.

S'agissant des séances communes précédentes et futures des Première et Quatrième Commissions sur les nouveaux défis à la sécurité spatiale, nous pensons qu'elles devraient avoir lieu sans compromettre le mandat, le rôle, les pouvoirs et les fonctions des organes compétents des Nations Unies, en particulier la Conférence du désarmement et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et ne devraient pas non plus reproduire ou remplacer les activités de ces organes. Nous soulignons également la nécessité de respecter le principe de la représentation géographique équitable lorsqu'on invite des experts à participer aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales. Nous déplorons le fait qu'une nation spatiale comme l'Iran n'ait pu participer à ce groupe.

Enfin, ma délégation espère que nos délibérations au sein de cette commission permettront de consolider les efforts déployés au niveau international pour prévenir la militarisation et l'armement de l'espace extra-atmosphérique et veiller à ce que ce milieu ne soit utilisé qu'à des fins exclusivement pacifiques.

**M. Kim In-chul** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Les avantages découlant des biens et des technologies de l'espace sont présents dans presque tous les aspects de notre vie quotidienne. Cependant, avec l'expansion rapide des activités spatiales, l'environnement spatial est de plus en plus saturé et disputé. Il existe plus de 16 000 objets spatiaux répertoriés, dont 1 200 satellites actifs, et 80 à 90 lancements spatiaux ont lieu chaque année. Nous sommes confrontés à toute une série de défis réels, y compris l'accumulation de débris spatiaux, les interférences satellitaires intentionnelles et involontaires, la saturation orbitale et les collisions potentielles d'objets spatiaux.

La République de Corée estime que la mise en œuvre intégrale et l'universalisation des règles et lignes directrices internationales existantes, ainsi que le renforcement des mesures de transparence et de confiance sont essentiels pour faire en sorte que l'environnement spatial soit sûr et viable, et pour prévenir une course aux armements dans l'espace. La République de Corée salue les efforts accomplis pour respecter les engagements politiques en faveur d'actions responsables dans l'espace. En particulier, ma délégation renouvelle son soutien au rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, adopté en décembre 2013 (voir A/68/189), et souligne l'importance de la mise en œuvre effective par les États membres des mesures proposées dans le rapport.

En outre, ma délégation souhaite réitérer l'importance d'approches pratiques, souples et intégrées à l'égard de la question de l'espace extra-atmosphérique. Dans cette optique, nous pensons que la séance spéciale commune des Première et Quatrième Commissions (voir A/C.1/70/PV.13) l'année dernière a permis de débattre, de manière concrète et globale, des moyens de répondre efficacement aux défis qui se posent à l'espace extra-atmosphérique, en renforçant les synergies entre les compétences respectives.

La sûreté et la sécurité de l'espace doivent être assurées par tous les États. Par conséquent, il est impératif que tous les États utilisent l'espace de manière responsable, pacifique, transparente et sûre, conformément aux normes internationales existantes. À cet égard, il est profondément regrettable que la République populaire démocratique de Corée continue d'abuser du droit à l'utilisation pacifique de l'espace comme prétexte pour mettre au point des missiles balistiques à longue portée, comme en témoigne le

lancement effectué le 7 février dernier, qui représente une grave menace pour la paix et la sécurité dans la région et au-delà. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, y compris la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité, ont clairement établi que la République populaire démocratique de Corée ne devait procéder à aucun lancement utilisant la technologie des missiles balistiques. Par conséquent, tout lancement de missiles balistiques effectué par la République populaire démocratique de Corée constitue une violation grave des obligations internationales de la République populaire démocratique de Corée en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Pour terminer, la République de Corée réaffirme son ferme attachement à l'utilisation pacifique et légitime de l'espace extra-atmosphérique dans l'intérêt de toute l'humanité. Nous continuerons d'apporter notre contribution à cette fin.

**M. Shindo (Japon)** (*parle en anglais*) L'importance des activités spatiales n'a jamais été aussi grande qu'aujourd'hui. L'espace extra-atmosphérique offre un immense potentiel pour le développement social, économique, scientifique et technologique de tous les États, et pourrait également contribuer à résoudre des problèmes mondiaux tels que les catastrophes naturelles et la détérioration de l'environnement. De ce point de vue, assurer la sûreté, la sécurité et la viabilité des activités spatiales est devenue aussi une question extrêmement urgente pour le bien-être et le développement de l'humanité tout entière.

Nous sommes préoccupés par tous les comportements non transparents et irresponsables dans l'espace extra-atmosphérique, et nous devons œuvrer de concert afin d'atténuer les risques et les dangers qui menacent une utilisation stable de l'espace. Pour relever ces défis, le renforcement de la primauté du droit dans l'espace est la priorité absolue pour la communauté internationale. Par conséquent, nous réitérons la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre, de manière rapide et pragmatique, des principes de comportement responsable pour les activités spatiales, ce qui pourrait constituer une étape importante dans l'élaboration de règles internationales pour les activités spatiales. Dans ce contexte, nous encourageons tous les États à prendre les mesures appropriées, à coopérer de bonne foi, à éviter toute ingérence nuisible aux activités de l'espace extra-atmosphérique, et nous soulignons qu'il importe que tous les États, conformément au droit international, s'abstiennent de tout acte qui, de façon directe ou

indirecte, pourrait endommager ou détruire des objets spatiaux. Il va sans dire que le développement d'une capacité antisatellite nous préoccupe vivement.

En ce qui concerne l'idée de prévenir une course aux armements dans l'espace, à laquelle nous sommes favorables sur le principe, les activités spatiales du Japon ont toujours été et continueront d'être de nature pacifique. Ainsi, le Japon a participé de manière active aux débats portant sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace qui ont eu lieu dans le cadre de la Conférence du désarmement. Dans ce contexte, un certain nombre de questions devront être soigneusement examinées dans le projet de traité sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Je tiens à souligner que la coopération internationale et les mesures de transparence et de confiance sont également très importantes pour résoudre ces problèmes. Nous réaffirmons notre engagement et appelons tous les États à examiner et à mettre en œuvre, autant que possible, les mesures proposées de transparence et de confiance contenues dans les recommandations du rapport de consensus de 2013 (voir A/68/189) du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales des Nations Unies. Les différents débats et consultations menés par le Japon aux niveaux bilatéral et multilatéral à propos de la sécurité spatiale peuvent contribuer au renforcement de la confiance entre les pays.

Le développement technologique peut jouer un rôle déterminant dans l'utilisation stable de l'espace extra-atmosphérique. Pour faire face aux problèmes des débris spatiaux à longue durée de vie, qui représentent de plus en plus une menace pour tout type d'activité spatiale et peuvent limiter la possibilité d'exploiter et d'explorer l'espace extra-atmosphérique, des technologies avancées telles que la sensibilisation à l'environnement spatial ou l'élimination des débris actifs revêtent une grande importance. Le Japon s'est engagé à mener des recherches et mettre au point ces capacités afin de garantir l'utilisation stable de l'espace extra-atmosphérique, comme l'indique le dernier plan de base du Japon sur la politique spatiale.

**M. Benítez Verson (Cuba)** (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, la délégation cubaine souscrit totalement à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/71/PV.14).

La menace d'une course aux armements dans l'espace va croissante. Nous notons avec une vive préoccupation la poursuite de la mise au point et du perfectionnement des armes spatiales. Nous soulignons la présence d'armes dans l'espace, notamment de satellites militaires, et l'absence d'un cadre juridiquement contraignant sur la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace. Cuba appuie le projet de résolution, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » (A/C.1/71/L.18), et est pleinement attachée à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Des mesures doivent être prises d'urgence pour garantir l'utilisation strictement pacifique de l'espace extra-atmosphérique au profit du développement scientifique, économique et social de tous les États. Nous dénonçons le vaste réseau de satellites espions qui saturent l'orbite géostationnaire et génèrent des quantités importantes de débris spatiaux. Nous plaçons pour le droit légitime de tous les États à avoir accès à l'espace sur un pied d'égalité et sans discrimination et à bénéficier d'une coopération en matière de formation et de transfert de la technologie et des applications spatiales.

Cuba appuie fermement l'adoption d'un traité visant à prévenir et interdire l'implantation d'armes dans l'espace – un instrument juridiquement contraignant qui devrait interdire aussi la menace ou l'emploi de la force contre des satellites ou tout autre objet spatial. Le projet de résolution présenté par la Russie et la Chine à la Conférence du désarmement constitue, de l'avis de Cuba, un bon point de départ pour de futures négociations.

En attendant l'adoption d'un traité de prévention et d'interdiction, il convient d'appliquer les mesures internationales de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales. Ces mesures doivent être débattues et adoptées dans le cadre de l'ONU, avec la participation et le consensus de tous ses États Membres. Aucun code de conduite proposé ou mesure analogue de confiance ne peut légitimer l'implantation d'armes dans l'espace extra-atmosphérique. L'avenir des activités spatiales et la garantie d'un espace stable, pacifique et sûr dépendront, dans une large mesure, du renforcement du régime juridique qui le régit.

J'aimerais, pour terminer, souligner la nécessité de promouvoir une coopération plus efficace entre les États, sans discrimination, afin de tirer pleinement parti et de façon responsable des possibilités illimitées offertes par la recherche et les applications spatiales pour les générations présentes et futures.

**M<sup>me</sup> Dris** (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie souscrit à la déclaration prononcée par le représentant de Singapour au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

La Malaisie est fermement convaincue de l'importance que revêt l'espace extra-atmosphérique, en particulier la prévention d'une course aux armements dans l'espace. L'espace doit être protégé dans l'intérêt commun de toute l'humanité. L'espace doit être utilisé à des fins exclusivement pacifiques et ne doit pas devenir le théâtre d'un conflit international. Ma délégation tient par conséquent à insister sur l'importance des instruments juridiques existants relatifs aux activités spatiales, tels que le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, qui interdit le déploiement d'armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique.

À ce stade, le régime juridique actuel qui traite de manière globale de l'implantation d'armes dans l'espace, en particulier l'interdiction de la mise à l'essai, du déploiement et de l'utilisation d'autres armes ou systèmes d'armes dans l'espace, demeure insuffisant. Voilà pourquoi nous sommes fermement convaincus de la nécessité de se doter d'un instrument juridiquement contraignant en tant que mesure préventive. Cette démarche nous paraît la plus efficace pour renforcer le régime juridique existant dans ce domaine. Un tel instrument permettrait la mise en place d'une surveillance et d'une vérification afin de prévenir et de limiter l'implantation d'armes dans l'espace.

Dans ce contexte, la Malaisie demande à la Conférence du désarmement de reprendre ses travaux et d'éviter tout nouveau retard dans l'adoption d'un programme de travail avec à son ordre du jour un point relatif à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous appuyons également la proposition d'inscrire un troisième point à son ordre du jour, qui sera débattu par la Commission du désarmement, sur la question de la sécurité spatiale, mais sans préjuger des engagements, délibérations et résultats qui découleront de la discussion des points actuellement à l'ordre du jour.

En l'absence d'un instrument juridiquement contraignant pour traiter de la question de l'implantation d'armes, nous pensons que garantir les biens spatiaux, l'accès à l'espace et les activités spatiales exige une attention constante, compte tenu notamment du rôle grandissant joué par ces activités dans le développement



économique, social et culturel des États Membres. Le vide actuel, qui pourrait conduire à la création et à l'adoption de pratiques, politiques et procédures optimales pour faciliter et améliorer les activités pacifiques dans l'espace, bénéficierait de notre volonté collective et renouvelées d'aborder la question de l'implantation d'armes dans l'espace de manière globale et complète.

Du fait de son évolution constante, le développement économique et technologique des États Membres est tributaire de la technologie spatiale. La Malaisie souligne à nouveau la nécessité de préserver le droit à utiliser et explorer l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques. Nous restons attachés aux efforts collectifs visant à promouvoir des activités pacifiques, sûres et responsables dans l'espace, et nous participerons activement aux initiatives dans ce sens.

Reconnaissant les avantages découlant de l'exploitation et de l'exploration de l'espace, nous pensons qu'il faut promouvoir l'utilisation de l'espace sur un pied d'égalité et encourager la coopération internationale entre les États dans ce domaine. C'est pourquoi, en Commission, nous allons nous porter coauteur du projet de résolution, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace » (A/C.1/71/L.3) et appuyer les projets de résolution, intitulés « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » (A/C.1/71/L.18) et « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales » (A/C.1/71/L.19). Nous sommes fermement convaincus que ces deux projets de résolution doivent bénéficier à nouveau de notre soutien collectif et résolu.

**M. Ri In Il** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : La délégation de la République populaire démocratique de Corée tient à s'associer à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/71/PV.14).

L'espace extra-atmosphérique n'est pas le monopole de quelques pays développés. L'espace extra-atmosphérique, bien commun de l'humanité, doit être exploré et utilisé par tous les États sur un pied d'égalité et sans discrimination. Aujourd'hui, un nombre croissant de pays se dotent d'une technologie spatiale dans différents domaines, notamment pour la météorologie, l'agriculture et les communications. Cette tendance montre que tous les pays sont de plus en plus tributaires de la technologie spatiale. Le lancement réussi, en février dernier, du satellite d'observation

de la Terre, *Kwangmyongsong - 4*, par la République populaire démocratique de Corée, s'inscrit dans le cadre du développement pacifique de l'espace extra-atmosphérique et fait partie de notre contribution à la prospérité partagée de l'humanité. Cela correspond parfaitement au souhait universel de la communauté internationale d'explorer et d'utiliser l'espace à des fins exclusivement pacifiques.

La position de la République populaire démocratique de Corée n'a pas changé. Elle est opposée à l'implantation d'armes dans l'espace extra-atmosphérique, car cela peut mener à des conflits armés et mettre en péril le développement et l'utilisation pacifique de l'espace. Aussi la République populaire démocratique de Corée appuie-t-elle chaque année, en Première Commission, l'adoption des projets de résolution portant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. La République populaire démocratique de Corée participe également activement aux débats sur le point de l'ordre du jour relatif à l'espace extra-atmosphérique au sein de la Conférence du désarmement.

Certains pays sont opposés à l'ouverture de négociations sur l'élaboration d'un traité relatif à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui est l'une des questions centrales en matière de désarmement débattues à la Conférence du désarmement, parce qu'ils veulent préserver leur monopole sur l'espace extra-atmosphérique. Il s'agit d'une menace très importante pour la communauté internationale dans le domaine de la sécurité spatiale. Les tentatives visant à obtenir des avantages stratégiques en termes de capacité militaire dans l'espace en y implantant des armes auront des effets délétères sur la sécurité de l'espace ainsi que sur la paix et la sécurité mondiale.

La mise au point et le déploiement actuels de systèmes de défense antimissiles, qui ont été rendus pleinement opérationnels par un certain pays dans plusieurs régions du monde, malgré les vives objections de la communauté internationale, compromettent gravement la paix et la sécurité mondiales et ne font qu'accélérer la course aux armements.

La réalité de la situation a démontré qu'il est de plus en plus important pour la communauté internationale de mettre en place un nouveau cadre juridique afin de prévenir une course aux armements dans l'espace. Dans ces conditions, la délégation de la République populaire démocratique de Corée estime que le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans

l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, présenté par la Russie et la Chine en 2008 et modifié en 2014, contribuerait de manière positive, par ses buts et objectifs, à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et au maintien de la paix mondiale.

La République populaire démocratique de Corée accueillera toujours favorablement et appuiera toute initiative visant à s'opposer au déploiement d'armes dans l'espace et à prévenir sa militarisation.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'État observateur du Saint-Siège.

**M. Salvi** (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : À l'ère numérique, l'humanité est de plus en plus tributaire de la technologie spatiale pour la conduite de la vie quotidienne et la préservation de son avenir. Du système bancaire aux télécommunications, de la navigation et du contrôle de la circulation à la régulation de l'approvisionnement en eau et des réseaux d'électricité, les peuples de la terre dépendent de la technologie des satellites. Grâce à ces technologies, des progrès rapides ont pu advenir dans le monde en développement, tels que l'amélioration des communications, des services bancaires et de l'agriculture. La technologie spatiale, autrefois l'apanage de quelques puissances, est devenue un bien commun universel, indispensable à la survie et au bien-être de toute l'humanité.

Compte tenu de la dépendance universelle à l'égard de ces technologies, leur vulnérabilité aux attaques ne représente pas seulement un risque pour quelques nations, mais pour l'humanité tout entière. À une époque où les ressources de base, comme l'eau et l'électricité, sont tributaires des systèmes de contrôle par communications satellitaires, la vie même de nos sociétés est vulnérable aux attaques dans l'espace. Les incidences humanitaires d'une guerre dans l'espace seraient dévastatrices pour les populations, bien au-delà de celles des États belligérants. Les activités fondamentales dépendant de la technologie spatiale, les conséquences pour la vie civile seraient catastrophiques. Il est impératif que nos efforts visant à déclarer illégale l'utilisation des armes dans l'espace soient suffisamment importants pour prendre en compte les conditions changeantes de la vie contemporaine et l'augmentation des risques pour la civilisation humaine que représenterait une guerre dans l'espace. Face au nombre croissant de lois humanitaires et à l'inquiétude grandissante concernant les conséquences humanitaires

d'une guerre, les interdictions destinées à protéger les infrastructures humaines devraient être une composante essentielle du droit de l'espace.

Face à l'ampleur et à l'étendue potentielles des conséquences sur la vie terrestre d'un conflit armé dans l'espace, la défense des principes d'immunité et de discrimination des non-combattants sera plus importante que jamais et aussi plus difficile à assurer. Un conflit armé dans l'espace, en particulier avec une technologie des armes en constante évolution, peut rendre plus difficile de contenir la guerre dans les limites du droit. Voilà pourquoi tout doit être mis en œuvre pour empêcher le déclenchement d'un conflit entre États dans l'espace. Le risque d'une guerre contre la population par le biais d'attaques contre la technologie des satellites doit être contrôlé par une action internationale concertée.

La Conférence du désarmement doit sortir de l'impasse frustrante dans laquelle elle se trouve depuis de longues années et décider d'entamer des négociations sur l'utilisation d'armes classiques dans l'espace, en gardant à l'esprit que des armes de différents types pourraient être lancées à partir de l'espace. La Commission du désarmement de l'ONU doit entreprendre l'examen des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, tel que proposé en début d'année par plusieurs États.

Notre délégation réitère la recommandation qu'elle a formulée l'année dernière (voir A/C.1/70/PV.15), selon laquelle il faut adopter rapidement un code de conduite international pour les activités menées dans l'espace en tenant compte de la disponibilité d'un projet de code. Comme nous l'avons souligné, ce code serait une contribution importante à la paix et à la sécurité internationales. La coopération en matière de développement pacifique de l'espace extra-atmosphérique offrirait une meilleure protection contre les conflits armés dans ce milieu. À cette fin, il convient d'accorder une attention plus grande à la promotion des projets multilatéraux et internationaux dans l'espace.

L'espace est le patrimoine commun de tous, un environnement dont nous dépendons tous. Nous devons veiller à le traiter comme tel et à ne pas en faire une autre source ou un autre lieu de conflit.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons tous besoin de bénédictions de toutes croyances pour le travail pénible que nous accomplissons.

Nous venons d'entendre le dernier orateur au titre du groupe de questions relatives à l'espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement).

La Commission va maintenant passer au groupe de questions, intitulé « Armes classiques ».

**M<sup>me</sup> Jenie** (Indonésie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Mouvement des pays non alignés. Je vais lire une version abrégée de ma déclaration. L'intégralité de cette déclaration figurera sur PaperSmart.

Le Mouvement des pays non alignés réaffirme le droit souverain des États d'acquérir, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de conserver des armes classiques pour leurs besoins en termes de légitime défense et de sécurité. Le Mouvement exprime sa préoccupation face aux mesures coercitives unilatérales et souligne qu'aucune restriction excessive ne peut être opposée au transfert de ces armes.

Le Mouvement des pays non alignés engage tous les États, en particulier ceux qui en sont les principaux producteurs, à faire en sorte de limiter leurs ventes d'armes légères et de petit calibre aux seuls gouvernements ou aux organismes dûment autorisés par eux. Le Mouvement souligne la nécessité de mettre en œuvre de manière équilibrée, intégrale et effective le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites et insiste sur l'importance fondamentale que revêtent la coopération et l'assistance internationales à cet égard.

Le Mouvement demande que soit fournie l'aide financière, technique et humanitaire requise pour l'évacuation des armes à sous-munitions non explosées, ainsi que pour la réinsertion socioéconomique des victimes, et que l'on permette aux pays touchés d'avoir pleinement accès aux matériels, équipements, technologies et ressources financières requises pour évacuer les armes à sous-munitions non explosées.

Les États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et à ses Protocoles encouragent les États à y devenir parties.

Le Mouvement des pays non alignés déplore à nouveau qu'en violation du droit international humanitaire, les mines antipersonnel soient toujours utilisées dans des situations de conflit dans le but de mutiler, tuer et terroriser des civils innocents. Le Mouvement demande à tous les États à même de le faire de fournir l'aide financière, technique et humanitaire requise pour les opérations de déminage ainsi que pour la réinsertion socioéconomique des victimes, et de permettre aux pays touchés d'avoir pleinement accès aux matériels, équipements, technologies et ressources financières nécessaires au déminage.

Les États membres du Mouvement qui sont parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction réitèrent leur engagement à exécuter intégralement le Plan d'action de Carthagène et invitent les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties à cette Convention. Les États membres du Mouvement qui sont parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel attendent avec intérêt la convocation de la quinzième réunion des États parties à la Convention, qui se tiendra à la fin du mois de novembre 2016, à Santiago, sous présidence chilienne. À cet égard, les États membres du Mouvement qui sont parties à la Convention appellent les États à s'acquitter de leurs responsabilités financières dans les meilleurs délais.

Les États membres du Mouvement qui sont parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination se félicitent de la troisième réunion informelle des experts de la Convention sur les systèmes d'armes létales autonomes, en avril 2016, et appuient les délibérations sur cette question au sein du Groupe d'experts gouvernementaux à composition non limitée. Les États membres du Mouvement qui sont parties à la Convention saluent l'adhésion de l'Algérie et de la Palestine à la Convention et à ses Protocoles annexés. Les États membres du Mouvement qui sont parties à la Convention espèrent également que la cinquième Conférence d'examen de la Convention, qui se tiendra en décembre 2016 sous présidence pakistanaise, sera couronnée de succès.

En ce qui concerne les restes explosifs de la Seconde Guerre mondiale, en particulier les champs de mines, le Mouvement appelle les États responsables

au premier chef d'avoir posé ces mines et laissé ces explosifs en dehors de leur territoire à coopérer avec les pays touchés et à leur apporter une aide en matière de déminage, sous la forme notamment d'échanges d'informations, de mise à disposition de cartes indiquant l'emplacement des mines et explosifs, de la fourniture d'une aide technique indispensable au déminage, du défraiement des coûts du déminage et du versement d'un dédommagement pour les pertes causées par les mines.

Le Mouvement des pays non alignés prend note de l'entrée en vigueur, le 24 décembre 2014, du Traité sur le commerce des armes. Le Mouvement souhaite qu'il soit appliqué de manière équilibrée, transparente et objective, dans le strict respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et du droit naturel de chaque État à la sécurité et à la légitime défense, individuelle ou collective. Le Mouvement souligne également que la mise en œuvre de ce texte ne doit nullement porter atteinte au droit souverain des États d'acquérir, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de conserver des armes classiques, ainsi que leurs pièces et éléments, destinés à leurs besoins en matière de légitime défense et de sécurité.

Pour terminer, le Mouvement des pays non alignés souligne qu'il importe de réduire les dépenses militaires, dans le respect du principe de sécurité non diminuée au niveau d'armement le plus bas et exhorte tous les États à consacrer les ressources ainsi dégagées au développement socioéconomique, en particulier à la lutte contre la pauvreté.

**M. Toro Carnevali** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR).

Les États membres de l'UNASUR se félicitent de la contribution et de l'importance qualitative du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects pour répondre de manière globale et multidimensionnelle aux problèmes découlant de ces activités illicites. Néanmoins, nous restons préoccupés par les effets de la fabrication, du transfert et de la circulation illicites d'armes à feu et de munitions, ainsi que par leur dissémination incontrôlée au sein de la population civile, ce qui a entraîné diverses conséquences dans de nombreuses régions et fait obstacle au développement durable de nos sociétés. Nous redisons également notre inquiétude au sujet du lien étroit qui existe entre le commerce illicite des armes

légères et de petit calibre et la criminalité organisée. La mise en œuvre effective du Programme d'action est une question d'urgence hautement prioritaire pour l'UNASUR.

Nous considérons qu'il importe de continuer à promouvoir le renforcement de la coopération et de l'assistance internationales et de mettre en place des capacités nationales, car la nature transversale et multidimensionnelle de ces instruments en font des outils indispensables à la mise en œuvre des mesures recommandées dans le Programme d'action. Tout en reconnaissant la contribution apportée par le Programme d'action, les États membres de l'UNASUR réaffirment leur position à l'égard du Programme d'action, indiquée à plusieurs occasions, à savoir que toute référence à la question du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects doit nécessairement inclure les munitions et les explosifs. Nous estimons donc que l'examen complet de cette question constitue l'un des défis à relever pour mettre en œuvre le Programme d'action. Les États membres de l'UNASUR considèrent que les munitions font partie intégrante des armes légères et de petit calibre, qui comprennent également les explosifs. Nous avons également souligné que le caractère juridiquement non contraignant du Programme d'action est un obstacle à sa mise en œuvre effective.

Les États membres de l'UNASUR estiment que le rôle central du Programme d'action dans le domaine des armes légères et de petit calibre exige de la communauté internationale un suivi attentif et continu de sa mise en œuvre. À cet égard, ils se félicitent de l'issue positive de la sixième Réunion biennale des États sur le Programme d'action, qui s'est déroulée en juin dernier, à New York, et espèrent poursuivre l'examen des questions liées aux munitions, au marquage, au traçage et à la production excessive d'armes lors de la prochaine réunion lors de la prochaine Conférence d'examen, en 2018.

L'UNASUR souligne la nécessité pour le monde en développement d'avoir un accès égal et large aux nouvelles technologies afin de traiter pleinement des questions complexes et multidimensionnelles liées à la prévention, à la lutte et à l'élimination du commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Compte tenu de la responsabilité première qui incombe aux États en matière de prévention, de lutte et d'élimination du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et au-delà des frontières, dans le cadre du Marché commun du Sud (MERCOSUR), un



groupe de travail sur les armes à feu et les munitions, composé d'États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) ou associés, a été créé en 2001 dans le but de partager les expériences nationales, d'harmoniser les législations respectives sur le contrôle des armes à feu et des munitions et de coordonner les politiques dans ce domaine. Ce forum d'échange a été un instrument utile pour la coordination des positions des États membres et associés. À cet égard, les États membres de l'UNASUR se félicitent de l'issue des réunions du groupe de travail tenues en novembre 2015, à Asunción, et en mai 2016, à Montevideo.

En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, les États membres de l'UNASUR tiennent à exprimer leur soutien à l'Argentine pour son initiative biennale de présenter le projet de résolution, intitulé « Information sur les mesures de confiance dans le domaine des armes classiques » (A/C.1/71/L.8). Sa mise en œuvre crée les conditions propices au progrès dans le domaine du désarmement et contribue à l'entente mutuelle et à la confiance entre les États Membres. Les États membres de l'UNASUR prennent note également du projet de résolution, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects » (A/C.1/71/L.25), présenté par la Colombie, l'Afrique du Sud et le Japon.

Dans le même ordre d'idées, les États membres de l'UNASUR soulignent la nécessité de se saisir des questions liées au commerce non réglementé des armes classiques et son détournement aux fins du commerce illicite, ainsi que la nécessité d'explorer les synergies existant entre les instruments internationaux liés à la maîtrise des armements, tels que le Traité sur le commerce des armes, le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Ces instruments permettront également d'apporter des réponses internationales coordonnées et concertées, seul moyen de lutter contre un phénomène transnational.

Le Traité sur le commerce des armes est entré en vigueur en décembre 2014. L'UNASUR espère que ce premier instrument juridiquement contraignant sur le commerce des armes permettra d'apporter une réponse efficace aux graves conséquences que le commerce non réglementé et le commerce des armes entraînent

pour de nombreux peuples et États, notamment par le détournement d'armes au profit d'acteurs ou d'utilisateurs non étatiques et non autorisés qui ont souvent des liens avec la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Nigéria, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/71/L.50.

**M. Ejinaka** (Nigéria) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Afrique.

Le Groupe des États d'Afrique reste profondément préoccupé par le commerce, le transfert, la fabrication, la détention et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre, leur accumulation excessive et leur prolifération dans de nombreuses régions du monde, en particulier en Afrique. Le Groupe rappelle l'importance que revêt la mise en œuvre vérifiable et effective du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. À cet égard, le Groupe se félicite de la conclusion réussie et du document final de la sixième Réunion biennale des États sur la mise en œuvre du Programme d'action, qui s'est tenue en juin dernier. Il attend avec impatience la troisième Conférence d'examen, en 2018, qui sera un événement important, et il exhorte tous les États à s'acquitter de leurs obligations s'agissant de la communication d'informations relatives aux transferts de technologie, et en garantissant une coopération et une assistance sans entrave, comme cela est stipulé dans le Programme d'action.

La pleine mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites est indispensable à la promotion de la sécurité à long terme et à la création des conditions propices à la sécurité et au développement durable en Afrique. Les États d'Afrique se sont inspirés des efforts déployés, dans le cadre du Programme d'action, pour faire face à la menace que représente le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur le continent. Les États d'Afrique ont terriblement souffert et de façon disproportionnée des conséquences désastreuses du transfert illicite d'armes légères et de petit calibre et de leurs effets déstabilisateurs sur la stabilité socioéconomique du continent.

Les chefs d'État et de gouvernement africains se sont maintes fois déclarés préoccupés par les

conséquences de la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre, qui porte atteinte à la paix et à la sécurité et alimente les conflits sur le continent, et qui mine les efforts visant à améliorer le niveau de vie des populations d'Afrique. Le Groupe tient à souligner le travail important accompli dans le cadre du règlement de la question du commerce illicite des armes légères et de petit calibre par le biais d'initiatives régionales et sous-régionales pertinentes, l'objectif étant de répondre aux défis posés par le commerce illicite et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique.

Malgré ces efforts, le Groupe souhaite insister à nouveau sur le fait que l'assistance et la coopération internationales sur une échelle visible et plus large demeurent essentielles à la pleine mise en œuvre du Programme d'action. C'est pourquoi le Groupe appelle les États Membres de l'ONU qui sont des pays développés à coopérer avec les pays en développement et à leur fournir une assistance technique et financière accrue aux fins de la réalisation des objectifs généraux du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, en vue d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Le Groupe est convaincu que ces efforts compléteront les initiatives nationales et régionales et appuieront l'action menée au niveau mondial. Il exhorte tous les États à continuer de s'acquitter de leurs obligations concernant la communication d'informations relatives aux transferts de technologie et en garantissant une coopération et une assistances internationales sans entrave, conformément au Programme d'action.

La réduction effective des dépenses militaires par les principaux pays producteurs d'armes, conformément au principe de sécurité non diminuée au niveau d'armements le plus bas, constituerait une véritable mesure de confiance. À ce propos, nous enjoignons ces pays à consacrer leurs ressources au développement social et économique du monde, en particulier à la lutte contre la pauvreté et les maladies.

Le Groupe des États d'Afrique salue les efforts des États parties pour promouvoir le Traité sur le commerce des armes depuis son entrée en vigueur, ainsi que la tenue réussie de la deuxième Conférence de ses États parties, qui s'est tenue à Genève il y a deux mois. Le Groupe appelle à mettre en œuvre le Traité sur le commerce des armes, seul instrument juridiquement contraignant relatif au transfert des armes, de manière équilibrée et objective, afin de veiller à ce que les intérêts de tous les États soient sauvegardés, et pas seulement

ceux des principaux États producteurs et exportateurs d'armes au niveau international. Il réaffirme le droit souverain des États à acquérir, fabriquer, exporter, importer et détenir des armes classiques et leurs composantes pour assurer leur légitime défense et leur sécurité, conformément à la Charte des Nations Unies. Le Groupe convient que le transfert non réglementé d'armes classiques encourage le commerce illicite, et il exhorte les principaux fournisseurs d'armes à ratifier le Traité et à promouvoir sa mise en œuvre.

Le Groupe des États d'Afrique voudrait revenir une fois encore sur la question récurrente des systèmes d'armes létales autonomes. La fabrication de systèmes d'armes létales autonomes soulève des questions d'ordre éthique, juridique, moral et technique et les questions relatives au droit international humanitaire et aux droits des droits de l'homme.

Le Groupe se félicite de la célébration du trentième anniversaire du Centre des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, basé à Lomé. Le Centre a continué de fonctionner en dépit de ressources limitées. Il a néanmoins continué de fournir une aide technique à l'ensemble des États du continent africain. Cela s'est notamment concrétisé par la participation de plus de 1 000 représentants de gouvernements et d'organisations régionales et plus de 2 000 membres de la société civile à un large éventail d'activités. Le Groupe salue les efforts du Centre et sa gestion, et saisit cette occasion pour appeler à davantage de partenariat et d'assistance afin que le Centre puisse se déployer et continuer à s'acquitter de son mandat.

Enfin, la délégation nigériane saisit cette occasion pour présenter, au nom du Groupe des États d'Afrique, le projet de résolution A/C.1/71/L.50, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique ». Nous notons avec satisfaction l'appui écrasant dont il a bénéficié au cours des dernières sessions de l'Assemblée générale, et nous demandons à toutes les délégations de lui apporter à nouveau leur soutien. Le dépôt de ce projet de résolution a notamment pour objet de susciter de nouveaux efforts en faveur de l'éducation en matière de désarmement et à aider les États d'Afrique à régler les problèmes liés à la prolifération des armes.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui ont demandé à exercer leur droit de réponse.

**M. Ri Tong II** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Ce matin, le représentant de la Corée du Sud a évoqué le lancement effectué par la République populaire démocratique de Corée, en février dernier, le qualifiant d'illégal en vertu de la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité. Une fois encore, la République populaire démocratique de Corée rejette totalement cette affirmation absurde, ridicule, illégale et dénuée de tout fondement.

Afin que les délégations ici présentes comprennent bien ce qu'il en est, j'aimerais rendre compte du caractère pacifique des activités spatiales de la République populaire démocratique de Corée. Comme n'importe quel autre pays dans le monde, la République populaire démocratique de Corée est active dans ce domaine depuis 18 ans et figure désormais parmi les 10 nations spatiales, avec une pleine capacité de fabriquer et de lancer des satellites. Ce faisant, la République populaire démocratique de Corée, en tant que Membre de l'ONU, exerce son droit souverain en vertu de la Charte des Nations Unies. Au niveau international, la République populaire démocratique de Corée a adhéré au Traité sur l'espace, l'a ratifié et en est devenue partie. L'Article I du Traité stipule que

« l'exploration et l'utilisation de l'espace ... doivent se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique, et elles sont l'apanage de l'humanité tout entière. »

La Corée du Sud a soulevé ici la question de la légalité des activités de la République populaire démocratique de Corée. Nous avons la Charte ainsi que des conventions et des traités pertinents sur l'espace. Le représentant de la Corée du Sud a fait référence à la résolution du Conseil de sécurité contre le lancement pacifique d'un satellite par notre pays, mais existe-t-il une disposition stipulant qu'un satellite représente une menace pour la paix et la sécurité internationales? Existe-t-il un article dans d'autres dispositions du droit international stipulant que les satellites vont à l'encontre de la paix et de la sécurité mondiales? Les normes et les règles internationales ne contiennent aucune disposition stipulant que les lancements de satellite sont contraires au droit ou qu'ils représentent une menace pour la paix et la sécurité. Voilà pourquoi la République populaire démocratique de Corée a fait part de cette contradiction au Secrétariat, mais près de six mois se sont écoulés sans que nous ayons reçu de réponse.

Pour revenir à la question de la légalité des activités de la République populaire démocratique de Corée, nous jouissons d'une pleine capacité dans ce domaine en tant que partie au Traité sur l'espace. Depuis 18 ans nous lançons avec succès des satellites, tout récemment en février dernier. Nous avons suivi avec succès la mise en orbite de notre satellite, qui a pour objet l'observation de la Terre. Notre programme spatial pour les cinq ans à venir prévoit de nombreux autres lancements de satellites pacifiques, dont des satellites géostationnaires.

J'en viens maintenant à la deuxième question, celle des deux poids, deux mesures. Plus de 60 pays participent aux activités spatiales, parmi lesquels les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, des pays qui ont saisi le Conseil de sécurité de la question du lancement d'un satellite à des fins pacifiques par la République populaire démocratique de Corée, avec en première ligne la Corée du Sud. Alors, je me pose la question suivante : à quoi faisait allusion le représentant de la Corée du Sud lorsqu'il a mentionné l'utilisation de missiles balistiques? D'autre part, quel type de technologie la Corée du Sud utilise-t-elle lorsqu'elle lance ses propres satellites? Ne s'agit-il pas de la technologie des missiles balistiques? Qu'en est-il des États-Unis? Utilisent-ils une autre technologie? Il n'existe pas d'autre technologie que celle des missiles balistiques. Et cela vaut aussi pour le Japon.

Pourquoi la question de la République populaire démocratique de Corée est-elle la seule dont soit saisi le Conseil de sécurité? Cela soulève bien des interrogations sur le plan de la légalité. Les résolutions adoptées sont généralement contradictoires et contraires au droit international et au Traité sur l'espace en particulier. La République populaire démocratique de Corée doit par conséquent clarifier une fois encore sa position. Nous continuerons à aller de l'avant dans nos activités spatiales à des fins pacifiques en poursuivant le lancement de satellites dans l'exercice de notre droit à exploiter l'espace de façon pacifique, pour la pleine dignité de la République populaire démocratique de Corée. Personne ne peut faire obstacle à notre progrès. Il en va de la dignité de notre nation et de notre peuple.

**M. Kim In-chul** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je suis désolé, mais je me vois contraint de prendre la parole sur ce sujet. J'aimerais souligner deux faits suffisamment éloquents.

Premièrement, en ce qui concerne les intentions de la République populaire démocratique de Corée, au

début de cette année, le dirigeant de la Corée du Nord a indiqué publiquement que plusieurs types de fusées balistiques, pouvant transporter des ogives nucléaires, seraient mis au point afin de renforcer davantage la capacité de son pays à mener une attaque nucléaire. Il apparaît donc clairement que la véritable intention de la Corée du Nord n'est pas de lancer dans l'espace des satellites à des fins pacifiques mais de mettre au point des missiles balistiques à longue portée.

Deuxièmement, en vertu du principe fondamental de droit international 101, les résolutions 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013) et 2270 (2016) spécifient clairement que la Corée du Nord ne doit pas procéder à des lancements en utilisant la technologie des missiles balistiques. En outre, en vertu de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, les États Membres de l'Organisation ont l'obligation d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité, et en vertu de l'Article 103, les obligations en vertu de la Charte prévalent sur les obligations en vertu de tout autre accord international. Par conséquent, la Corée du Nord est liée par ses obligations en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et ses affirmations selon lesquelles les essais nucléaires et les tirs de missiles auxquels elle a procédé dans le passé s'inscrivent dans le cadre de l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique sont difficilement recevables.

**M. Hall** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je prends la parole dans l'exercice de mon droit de réponse à la suite des commentaires du représentant de la République populaire démocratique de Corée.

Comme le Président Obama l'a indiqué, les États-Unis condamnent les essais de missiles de la République populaire démocratique de Corée, qui représentent une menace pour la paix et la sécurité internationales et bafouent les multiples résolutions du Conseil de sécurité. La République populaire démocratique de Corée a elle-même fait part de son intention d'utiliser des missiles balistiques comme vecteurs d'armes nucléaires contre des villes aux États-Unis et chez nos alliés en République de Corée et au Japon. Nous appelons à nouveau la République populaire démocratique de Corée à renoncer à son comportement déstabilisateur et menaçant et à se conformer à ses obligations et engagements internationaux.

**M. Ri Tong Li** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Mon pays rejette totalement les allégations faites par le représentant des États-Unis contre la République

populaire démocratique de Corée. Qu'il soutienne que la République populaire démocratique de Corée utilise la technologie des missiles balistiques est tout à fait contradictoire. Le représentant des États-Unis a évoqué une déclaration du Président Obama, et je pense que son pays a confondu un tir de satellite avec un tir de missiles balistiques. Nous sommes tous des professionnels dans cette instance, et pourtant personne ne peut comprendre de quoi ils parlent. La République populaire démocratique de Corée a lancé un satellite, mais ils disent que la technologie des missiles balistiques a été utilisée.

Ce sont eux qui étaient les premiers à utiliser les capacités de lancement tant des satellites que des missiles balistiques en recourant à la technologie des missiles balistiques dans tous les cas. Les États-Unis ne peuvent pas lancer leurs propres satellites par des tirs d'armes à feu. Ils utilisent la même technologie. Alors, pourquoi les États-Unis continuent-ils de soulever cette question? Ce sont eux qui ont lancé le plus grand nombre de satellites, y compris des satellites utilisés pour l'espionnage militaire qui couvrent tout le globe, menant ainsi l'espionnage aux quatre coins du monde. L'espionnage qui vise la République populaire démocratique de Corée n'est qu'une partie des activités illégales d'espionnage menées par les États-Unis à l'encontre d'États souverains. La République populaire démocratique de Corée est sous surveillance militaire permanente par satellite militaire. Ce qu'ils font est une action très dangereuse menée contre la souveraineté de tous les pays représentés ici.

Pour ce qui est de la déclaration du représentant sud-coréen, il est lui aussi confus et ne peut faire la distinction entre les satellites et les missiles balistiques. Il continue de faire référence à des résolutions du Conseil de sécurité, ce que, encore une fois, nous rejetons totalement parce que cela est fait à des fins politiques abusives. Il a cité la Charte des Nations Unies. Il ne saurait en l'occurrence invoquer la Charte. La République populaire démocratique de Corée a agi en parfaite conformité avec le droit international et le Traité sur l'espace extra-atmosphérique. Le Traité sur l'espace extra-atmosphérique ne contient aucun article qui stipule qu'un tir de satellite ou un lancement de missiles balistiques constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales. Je recommande vivement au représentant sud-coréen d'étudier attentivement et quant au fond toutes les dispositions du Traité sur l'espace extra-atmosphérique.



**M. Sano** (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais exercer brièvement mon droit de réponse aux observations faites par le représentant de la République populaire démocratique de Corée.

Il est hautement inapproprié de comparer les activités menées par le Japon dans le domaine du développement de l'espace et celles de la République populaire démocratique de Corée. Les activités japonaises dans le domaine du développement spatial sont pleinement conformes au Traité sur l'espace extra-atmosphérique et à d'autres accords internationaux et sont menées à des fins strictement pacifiques. Alors que la République populaire démocratique de Corée viole à plusieurs reprises les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui interdisent tout tir faisant intervenir la technologie des missiles balistiques, les résolutions du Conseil de sécurité ont un effet juridiquement contraignant, et, par conséquent, le Japon exhorte à nouveau la République populaire démocratique de Corée

à se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à la Déclaration commune de 2005, publiée à l'issue du quatrième cycle des pourparlers à six.

**M. Kim In-chul** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Il est vraiment troublant que le représentant de la République populaire démocratique de Corée abuse de cette instance pour réitérer la même déclaration tous les jours dans le seul but de la diffuser dans les médias qu'elle contrôle aux fins d'une propagande de masse. Je dirai tout simplement qu'il a récemment été révélé que la Corée du Nord ne possède qu'une poignée de sites Web fonctionnels et contrôlés. Je souligne également que son peuple n'a pas accès aux télécommunications avec le monde extérieur. Je pense qu'elle devrait d'abord régler ces problèmes au lieu de formuler des allégations absurdes concernant l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

*La séance est levée à 10 h 5.*